



TRANSAT A.T. INC.  
DEUXIÈME RAPPORT TRIMESTRIEL  
Période terminée le 30 avril 2014

Le 11 juin 2014

**Relations avec les investisseurs**

M. Denis Pétrin  
Vice-président, finances et administration  
et chef de la direction financière  
[relationsinvestisseurs@transat.com](mailto:relationsinvestisseurs@transat.com)

**Symboles boursiers**  
TSX : TRZ.B, TRZ.A



## RAPPORT DE GESTION

Le présent rapport de gestion passe en revue l'exploitation de Transat A.T. inc., sa performance et sa situation financière pour le trimestre clos le 30 avril 2014, par rapport au trimestre clos le 30 avril 2013 et doit être lu avec les états financiers audités de l'exercice clos le 31 octobre 2013, les notes y afférentes et le rapport annuel de 2013, y compris le rapport de gestion et la section sur les risques et incertitudes. L'objet du présent document est de présenter une mise à jour, à la suite du deuxième trimestre, de l'information présentée dans le rapport de gestion de notre rapport annuel de 2013. Les risques et incertitudes énoncés dans ce dernier sont intégrés aux présentes par renvoi et demeurent en substance inchangés. L'information présentée dans ce rapport de gestion est datée du 11 juin 2014. Vous trouverez de plus amples renseignements à notre sujet dans le site Web de Transat à l'adresse [www.transat.com](http://www.transat.com) et dans le site SEDAR à l'adresse [www.sedar.com](http://www.sedar.com), dont les lettres d'attestation pour le trimestre clos le 30 avril 2014 et la notice annuelle pour l'exercice clos le 31 octobre 2013.

Nos états financiers sont préparés conformément aux Normes internationales d'information financières (« IFRS »). Ce rapport de gestion présente parfois des mesures financières non normalisées selon les IFRS. Se référer à la *section Mesures financières non normalisées selon les IFRS* pour plus de détails. Tous les montants présentés dans ce rapport de gestion sont exprimés en dollars canadiens, à moins d'indication contraire. Les expressions « Transat », « nous », « notre », « nos » ou la « Société », sauf indication contraire, désignent Transat A.T. inc. et ses filiales.

### AVERTISSEMENT EN CE QUI CONCERNE LES DÉCLARATIONS PROSPECTIVES

Le présent rapport de gestion contient certaines déclarations prospectives à l'égard de la Société. Ces déclarations prospectives se reconnaissent à l'emploi de termes et d'expressions comme « s'attendre à », « anticiper », « planifier », « croire », « estimer », « avoir l'intention de », « viser », « projeter », « prévoir », ainsi que des formes négatives de ces termes et d'autres expressions semblables, y compris les renvois à des hypothèses. Toutes ces déclarations sont faites conformément aux lois sur les valeurs mobilières canadiennes en vigueur. Ces déclarations peuvent porter, sans toutefois s'y limiter, sur des observations concernant les stratégies, les attentes, les activités planifiées ou les actions à venir.

Les déclarations prospectives sont, de par leur nature, assujetties à des risques et incertitudes qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent grandement de ceux envisagés dans ces déclarations prospectives. Les résultats qui y sont présentés peuvent donc différer sensiblement des résultats réels pour diverses raisons comprenant, sans toutefois s'y limiter, les conditions météorologiques extrêmes, les prix du carburant, les conflits armés, les attentats terroristes, les conditions du secteur du marché et de l'économie en général, l'apparition de maladies, l'évolution de la demande compte tenu du caractère saisonnier du secteur, la capacité de réduire les coûts d'exploitation et les effectifs, les relations de travail, les négociations collectives et les conflits de travail, les questions de retraite, les taux de change et d'intérêt, la disponibilité du financement dans le futur, l'évolution de la législation, des développements ou procédures réglementaires défavorables, les litiges en cours et les poursuites intentées par des tiers, ainsi que d'autres risques expliqués en détail de temps à autre dans les documents d'information de la Société.

Le lecteur est prié de noter que la liste des facteurs précités ne comprend pas tous les facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur les déclarations prospectives de la Société. Le lecteur est également prié d'examiner attentivement ces facteurs, ainsi que d'autres facteurs, et de ne pas se fier indûment aux déclarations prospectives.

Lorsqu'elle a fait des déclarations prospectives dans le présent rapport de gestion, la Société a fait un certain nombre d'hypothèses sur l'économie, le marché, les activités, la situation financière, les opérations et les déclarations prospectives.

À titre d'exemples de déclarations prospectives citons, sans toutefois s'y limiter, la déclaration concernant :

- La perspective selon laquelle la Société sera en mesure de s'acquitter de ses obligations au moyen des fonds dont elle dispose, des flux de trésorerie provenant de l'exploitation et d'emprunts sur ses facilités de crédit existantes.
- La perspective selon laquelle la Société prévoit, au deuxième semestre, des résultats satisfaisants mais inférieurs aux résultats records de l'an dernier.
- La perspective selon laquelle la Société prévoit que la faiblesse du dollar canadien entraînera une hausse des charges opérationnelles de 4,4 % si le dollar demeure au niveau actuel en regard du dollar américain, de l'euro et de la livre.

En faisant cette déclaration, la Société a supposé que les tendances sur les prix se poursuivront jusqu'à la fin de la saison, que les réservations se poursuivront selon les tendances indiquées, que les prix du carburant, les coûts et le dollar par rapport aux devises

européennes et américaine demeureront stables, que les facilités de crédit continueront d'être disponibles comme par le passé, et que la direction continuera de gérer les fluctuations de trésorerie pour financer ses besoins en fonds de roulement. Si ces hypothèses se révèlent incorrectes, les résultats réels et les développements pourraient différer considérablement de ceux envisagés dans les déclarations prospectives contenues dans le présent rapport de gestion.

La Société considère que les hypothèses sur lesquelles s'appuient ces déclarations prospectives sont raisonnables.

Ces déclarations reflètent les attentes actuelles concernant des événements et le rendement d'exploitation futurs, et ne sont pertinentes qu'à la date de publication du présent rapport de gestion, et représentent les attentes de la Société à cette date. La Société décline toute intention ou obligation de mettre à jour ou de réviser toute déclaration prospective, que ce soit à la suite de nouvelles informations, d'événements futurs ou autrement, à l'exception de ce qui est exigé par les lois sur les valeurs mobilières applicables.

## MESURES FINANCIÈRES NON NORMALISÉES SELON LES IFRS

Ce rapport de gestion est préparé à partir des résultats et des informations financières établis selon les IFRS. En plus des mesures financières selon les IFRS, la direction utilise d'autres mesures non normalisées selon les IFRS afin de mesurer le rendement opérationnel de la Société. Il est probable qu'on ne puisse comparer les mesures financières non normalisées selon les IFRS qu'utilise la Société avec des mesures du même type présentées par d'autres émetteurs, ou celles utilisées par des analystes financiers puisque leurs mesures peuvent avoir des définitions différentes. Les mesures utilisées par la Société ont pour objet d'apporter de l'information supplémentaire et ne devraient pas être considérées isolément ou comme substitut aux autres mesures de rendement financier calculées selon les IFRS.

Généralement, une mesure financière non normalisée selon les IFRS s'entend d'une mesure chiffrée de la performance financière, de la situation financière ou des flux de trésorerie, antérieurs ou futurs, d'une société qui n'est pas calculée selon les IFRS, ni reconnue par ces dernières. La direction croit que les mesures financières non normalisées selon les IFRS sont importantes puisqu'elles permettent aux utilisateurs de nos états financiers consolidés de mieux comprendre les résultats de nos opérations récurrentes et les tendances connexes, tout en améliorant la transparence et la clarté de nos résultats opérationnels. La direction croit également que ces mesures sont utiles afin de mesurer la capacité de la Société de s'acquitter de ses obligations financières.

En excluant de nos résultats les éléments qui découlent principalement de décisions stratégiques à long terme et/ou qui ne reflètent pas, à notre avis, notre rendement opérationnel de la période, dont la variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés liés aux achats de carburant d'aéronefs, les charges de restructuration, la dépréciation du goodwill, l'amortissement et autres éléments inhabituels importants, nous croyons que notre rapport de gestion aide les utilisateurs à mieux analyser nos résultats ainsi que notre capacité à générer des flux de trésorerie opérationnels. De plus, l'utilisation de mesures non conformes aide les utilisateurs à comparer nos résultats de façon pertinente d'une période à l'autre ainsi qu'avec ceux d'autres entreprises de notre secteur.

Les mesures non normalisées selon les IFRS qu'utilise la Société pour mesurer le rendement opérationnel comprennent le résultat d'exploitation ajusté (perte d'exploitation ajustée), le résultat ajusté avant charge d'impôts (perte ajustée avant charge d'impôts) et le résultat net ajusté (perte nette ajustée).

La direction utilise également la dette totale et la dette totale nette pour évaluer le niveau d'endettement, la situation de trésorerie, les besoins futurs de liquidités et le levier financier de la Société. La direction croit que ces mesures sont utiles afin de mesurer le levier financier de la Société.

---

Les mesures non normalisées selon les IFRS utilisées par la Société sont les suivantes :

---

<b>Résultat d'exploitation ajusté (perte d'exploitation ajustée)</b>	Résultat d'exploitation (perte d'exploitation) avant charge d'amortissement, charge de restructuration et autres éléments inhabituels importants.
<b>Résultat ajusté avant charge d'impôts (perte ajustée avant charge d'impôts)</b>	Résultat avant charge d'impôts avant variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés liés aux achats de carburant d'aéronefs, gain (perte) sur des placements dans des PCAA, gain à la cession d'une filiale, charge de restructuration, dépréciation du goodwill et autres éléments inhabituels importants.
<b>Résultat net ajusté (perte nette ajustée)</b>	Résultat net attribuable aux actionnaires avant variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés liés aux achats de carburant d'aéronefs, gain (perte) non monétaire sur des placements dans des PCAA, gain à la cession d'une filiale, charge de restructuration, dépréciation du goodwill et autres éléments inhabituels importants, net des impôts y afférents.
<b>Résultat net ajusté (perte nette ajustée) par action</b>	Résultat net ajusté (perte nette ajustée) divisé par le nombre moyen pondéré ajusté d'actions en circulation servant au calcul du résultat dilué par action.
<b>Contrats de location simple ajustés</b>	Charge de loyers d'aéronefs des quatre derniers trimestres multipliée par 5.
<b>Dettes totales</b>	Dettes à long terme plus le montant des contrats de location simple ajustés.
<b>Dettes totales nettes</b>	Dettes totales (décrites ci-haut) moins la trésorerie et équivalents de trésorerie et les placements dans des PCAA (la Société ne détient plus de placements dans des PCAA depuis le 9 novembre 2012).

---

Le tableau suivant présente les rapprochements des mesures financières non normalisées avec les mesures financières les plus comparables des IFRS :

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)	Trimestres clos les 30 avril		Semestres clos les 30 avril	
	2014	2013	2014	2013
	\$	\$	\$	\$
Résultat d'exploitation (perte d'exploitation)	(17 047)	(10 125)	(50 581)	(40 061)
Charge de restructuration	2 226	3 915	2 226	3 915
Amortissements	10 807	8 940	20 529	17 859
<b>Résultat d'exploitation ajusté (perte d'exploitation ajustée)</b>	<b>(4 014)</b>	<b>2 730</b>	<b>(27 826)</b>	<b>(18 287)</b>
Résultat avant charge d'impôt	(9 958)	(30 288)	(44 325)	(50 430)
Variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés liés aux achats de carburant d'aéronefs	(1 738)	25 236	1 480	16 440
Charge de restructuration	2 226	3 915	2 226	3 915
<b>Résultat ajusté avant charge d'impôts (perte ajustée avant charge d'impôts)</b>	<b>(9 470)</b>	<b>(1 137)</b>	<b>(40 619)</b>	<b>(30 075)</b>
Résultat net (perte nette) attribuable aux actionnaires	(7 903)	(22 760)	(33 552)	(37 897)
Variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés liés aux achats de carburant d'aéronefs	(1 738)	25 236	1 480	16 440
Charge de restructuration	2 226	3 915	2 226	3 915
Incidence fiscale	(138)	(7 823)	(995)	(5 454)
<b>Résultat net ajusté (perte nette ajustée)</b>	<b>(7 553)</b>	<b>(1 432)</b>	<b>(30 841)</b>	<b>(22 996)</b>
Résultat net ajusté (perte nette ajustée)	(7 553)	(1 432)	(30 841)	(22 996)
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation ajusté servant au calcul de la perte diluée par action	38 868	38 427	38 568	38 323
<b>Résultat net ajusté (perte nette ajustée) dilué par action</b>	<b>(0,19)</b>	<b>(0,04)</b>	<b>(0,80)</b>	<b>(0,60)</b>
			Au 30 avril 2014 \$	Au 31 octobre 2013 \$
Loyers d'aéronefs des quatre derniers trimestres			79 318	81 270
Multiple			5	5
<b>Contrats de location simple ajustés</b>			<b>396 590</b>	<b>406 350</b>
Dettes à long terme			—	—
Contrats de location simple ajustés			396 590	406 350
<b>Dettes totales</b>			<b>396 590</b>	<b>406 350</b>
Dettes totales			396 590	406 350
Trésorerie et équivalents de trésorerie			(404 554)	(265 818)
<b>Dettes totales nettes</b>			<b>(7 964)</b>	<b>140 532</b>

## FAITS SAILLANTS FINANCIERS

(en milliers de dollars, sauf les montants par action)	Trimestres clos les 30 avril				Semestres clos les 30 avril			
	2014 \$	2013 \$	Écart \$	Écart %	2014 \$	2013 \$	Écart \$	Écart %
<b>États des résultats consolidés</b>								
Revenus	1 118 620	1 106 824	11 796	1,1	1 965 842	1 912 538	53 304	2,8
Résultat d'exploitation ajusté (perte d'exploitation ajustée) <sup>1</sup>	(4 014)	2 730	(6 744)	(247,0)	(27 826)	(18 287)	(9 539)	(52,2)
Résultat net attribuable aux actionnaires	(7 903)	(22 760)	14 857	(65,3)	(33 552)	(37 897)	4 345	11,5
Résultat de base par action	(0,20)	(0,59)	0,39	66,1	(0,87)	(0,99)	0,12	12,1
Résultat dilué par action	(0,20)	(0,59)	0,39	66,1	(0,87)	(0,99)	0,12	12,1
Résultat net ajusté (perte nette ajustée) <sup>1</sup>	(7 553)	(1 432)	(6 121)	(427,4)	(30 841)	(22 996)	(7 845)	(34,1)
Résultat net ajusté dilué (perte nette ajustée diluée) par action <sup>1</sup>	(0,19)	(0,04)	(0,15)	(375,0)	(0,80)	(0,60)	(0,20)	(33,3)
<b>États des flux de trésorerie consolidés</b>								
Activités opérationnelles	66 215	107 634	(41 419)	(38,5)	163 953	169 008	(5 055)	(3,0)
Activités d'investissement	(21 214)	(16 351)	(4 863)	(29,7)	(29 858)	(1 639)	(28 219)	(1721,7)
Activités de financement	(933)	(1 590)	657	41,3	556	(1 332)	1 888	141,7
Incidence des fluctuations de taux de change sur la trésorerie et équivalents de trésorerie	890	(1 422)	2 312	162,6	4 085	(1 064)	5 149	483,9
Variation nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie	44 958	88 271	(43 313)	(49,1)	138 736	164 973	(26 237)	(15,9)
					Au 30 avril 2014 \$	Au 31 octobre 2013 \$	Écart \$	Écart %
<b>États de la situation financière consolidés</b>								
Trésorerie et équivalents de trésorerie					404 554	265 818	138 736	52,2
Trésorerie et équivalents de trésorerie en fiducie ou autrement réservés					341 683	403 468	(61 785)	(15,3)
					746 237	669 286	76 951	11,5
Actif total					1 444 655	1 290 073	154 582	12,0
Dette					—	—	—	—
Dette totale <sup>1</sup>					396 590	406 350	(9 760)	(2,4)
Dette totale nette <sup>1</sup>					(7 964)	140 532	(148 496)	(105,7)

<sup>1</sup> VOIR SECTION MESURES FINANCIÈRES NON NORMALISÉES SELON LES IFRS

## APERÇU

### ACTIVITÉ PRINCIPALE

Transat fait partie des plus grands voyagistes intégrés dans le monde. Nous exerçons nos activités uniquement dans le secteur des voyages vacances, et nous commercialisons principalement nos services en Amérique et en Europe. En tant que voyagiste, Transat a pour activité principale l'élaboration et la commercialisation de services de voyages vacances, sous forme de forfaits ou non. Nous agissons à la fois comme voyagiste expéditeur et comme voyagiste réceptif en regroupant des services achetés au Canada et à l'étranger pour les revendre au Canada, en France, au Royaume-Uni et dans 10 autres pays européens, directement ou par le biais d'intermédiaires, dans le cadre d'une stratégie multicanal. Transat est aussi un distributeur au détail, aussi bien en ligne que par l'entremise d'agences de voyages, dont certaines lui appartenant. Transat a recours à de nombreuses compagnies aériennes, mais s'appuie sur sa filiale Air Transat pour une proportion importante de ses besoins. Transat offre des services à destination au Canada, au Mexique, en République dominicaine et en Grèce. Transat détient une participation dans une entreprise hôtelière qui possède et exploite des propriétés au Mexique et en République dominicaine.

### VISION

Leader du voyage vacances, Transat entend poursuivre son développement en inspirant confiance aux voyageurs et en leur proposant une expérience à la fois exceptionnelle, chaleureuse et sûre. Nos clients sont notre raison d'être et le développement responsable du tourisme est notre passion. Nous voulons élargir nos activités dans d'autres pays où nous croyons qu'il existe un fort potentiel de croissance pour un voyagiste intégré, spécialisé dans les voyages vacances.

### STRATÉGIE

Pour concrétiser la vision qu'elle s'est donnée, la Société entend continuer de maximiser les bénéfices de l'intégration verticale, qui la distingue de plusieurs de ses concurrents; de renforcer sa position en France, où elle figure déjà parmi les plus grands voyagistes; et de pénétrer de nouveaux marchés ou d'affirmer sa présence dans des marchés où elle n'est que partiellement présente à l'heure actuelle. Quant aux nouveaux marchés éventuels, la priorité ira à des marchés où Transat est susceptible de recruter une clientèle pour ses destinations traditionnelles, afin d'augmenter son pouvoir d'achat sur lesdites destinations.

En parallèle, grâce à des investissements ciblés en technologie et à des gains d'efficacité qu'elle poursuit en modifiant sa gestion interne, Transat entend améliorer son résultat d'exploitation et maintenir ou accroître ses parts de marché sur tous ses marchés. La gestion des coûts demeure un élément important de la stratégie, étant donné la faiblesse des marges brutes dans le tourisme.

En outre, Transat constate l'importance stratégique croissante des enjeux liés au développement durable dans l'industrie du voyage vacances et dans le monde du transport aérien. Ce phénomène, exacerbé par la croissance prévue du tourisme et du transport aérien, se manifeste de diverses manières, notamment les pressions réglementaires ou tarifaires liées aux émissions de gaz à effet de serre, les attentes plus grandes des clients et des investisseurs à cet égard, etc. Au vu et au su de cette tendance, et constatant qu'une entreprise de tourisme a un intérêt direct à voir l'environnement sauvegardé et les collectivités demeurer accueillantes face au phénomène touristique, Transat a entrepris d'adopter des pratiques d'avant-garde en matière de responsabilité d'entreprise et de tourisme durable. Ce faisant, la Société vise entre autres les bénéfices suivants pour elle-même : une consommation moindre de ressources, avec une diminution équivalente de coûts; une marque différenciée et un attachement plus grand de la part de ses clients, ce qui pourrait se traduire par des avantages commerciaux; une loyauté et une mobilisation plus grande de la part de ses employés.

Pour l'exercice 2014, les objectifs que Transat poursuit sont les suivants :

1. Transat est actuellement engagée dans un programme de réduction des coûts et d'amélioration de la marge, et vise en 2014 à améliorer ses résultats en hiver et vise à maintenir sa profitabilité en été.
2. En 2014, Transat effectuera des changements dans la flotte d'Air Transat : les petits porteurs seront internalisés, sauf pour les besoins d'appoint, et nous poursuivrons l'implantation de mesures en vue d'avoir une flotte modulable selon les besoins saisonniers qui nous sont propres.
3. Au chapitre du produit et de l'expérience-client, les projets visant à améliorer la performance, l'efficacité et les marges seront poursuivis, notamment une remise à niveau des centres d'appels canadiens et le raffinement des collections sur les destinations soleil.
4. En matière de distribution, Transat entend en 2014 raffiner sa stratégie, notamment dans le but d'accroître la proximité-client par l'entremise des technologies et des dispositifs commerciaux appropriés.
5. Transat procède à une réflexion stratégique et entend, en 2014, revoir l'architecture de l'organisation en fonction des perspectives de croissance qu'elle a identifiées.

Les principaux inducteurs de performance sont notre résultat d'exploitation ajusté, notre part de marché et la croissance de nos revenus. Ils sont essentiels au succès de la mise en œuvre de notre stratégie et à la réalisation des objectifs que nous nous sommes fixés.

Notre capacité de réaliser les objectifs que nous nous sommes fixés dépend de nos ressources financières et non financières, qui ont toutes contribué par le passé au succès de nos stratégies et à l'atteinte de nos objectifs. Nos ressources financières comprennent principalement notre trésorerie non détenue en fiducie ou autrement réservée et l'accès aux soldes inutilisés de nos facilités de crédit. Nos ressources non financières comprennent notre marque, notre structure, nos ressources humaines et nos relations avec nos fournisseurs.

## ACTIVITÉS CONSOLIDÉES

### REVENUS

(en milliers de dollars)	Trimestres clos les 30 avril				Semestres clos les 30 avril			
	2014 \$	2013 \$	Écart \$	Écart %	2014 \$	2013 \$	Écart \$	Écart %
Amérique	940 445	944 411	(3 966)	(0,4)	1 662 652	1 635 128	27 524	1,7
Europe	178 175	162 413	15 762	9,7	303 190	277 410	25 780	9,3
	1 118 620	1 106 824	11 796	1,1	1 965 842	1 912 538	53 304	2,8

Nous tirons nos revenus des voyageurs expéditifs, du transport aérien, des agences de voyages, de la distribution, des voyageurs réceptifs et des services offerts à destination.

Par rapport à l'exercice 2013, nos revenus ont augmenté de 11,8 millions \$ pour le trimestre clos le 30 avril 2014 et de 53,3 millions \$ pour le semestre. Ces augmentations découlent principalement de l'augmentation de nos prix de vente moyens et de l'appréciation de l'euro vis-à-vis du dollar. Pour le second trimestre, nous avons enregistré une diminution du nombre de voyageurs de 5,3 % alors que l'offre de produits que nous avons déployée sur le marché des destinations soleil, notre principal marché pour cette période, était en baisse de 5,8 %. Pour le semestre, nous avons enregistré une diminution du nombre de voyageurs de 3,6 % tandis que notre offre de produits sur le marché des destinations soleil était inférieure 1,9 % à celle déployée en 2013.

## CHARGES OPÉRATIONNELLES

	Trimestres clos les 30 avril				Semestres clos les 30 avril			
	2014	2013	Écart	Écart	2014	2013	Écart	Écart
(en milliers de dollars)	\$	\$	\$	%	\$	\$	\$	%
Coûts liés à la prestation de services touristiques	722 785	702 200	20 585	2,9	1 260 284	1 201 120	59 164	4,9
Salaires et avantages du personnel	90 827	93 186	(2 359)	(2,5)	174 154	175 551	(1 397)	(0,8)
Carburant d'aéronefs	93 686	97 101	(3 415)	(3,5)	164 644	163 326	1 318	0,8
Commissions	64 556	64 830	(274)	(0,4)	111 584	107 711	3 873	3,6
Entretien d'aéronefs	30 710	28 145	2 565	9,1	54 755	48 897	5 858	12,0
Loyer d'aéronefs	19 853	20 556	(703)	(3,4)	39 023	40 975	(1 952)	(4,8)
Frais d'aéroports et de navigation	20 779	21 776	(997)	(4,6)	35 548	37 150	(1 602)	(4,3)
Autres	81 664	80 215	1 449	1,8	155 902	160 010	(4 108)	(2,6)
Amortissements	10 807	8 940	1 867	20,9	20 529	17 859	2 670	15,0
<b>Total</b>	<b>1 135 667</b>	<b>1 116 949</b>	<b>18 718</b>	<b>1,7</b>	<b>2 016 423</b>	<b>1 952 599</b>	<b>63 824</b>	<b>3,3</b>

Nos charges opérationnelles totales ont augmenté de 18,7 millions \$ (1,7 %) pour le trimestre et de 63,8 millions \$ (3,3 %) pour le semestre, par rapport à 2013. Ces augmentations découlent principalement de la dépréciation du dollar vis-à-vis du dollar américain, de l'euro et de la livre sterling alors que l'offre de produits que nous avons déployé sur le marché des destinations soleil était en baisse de 5,8 % pour le deuxième trimestre et de 1,9 % pour le semestre.

Ceci s'est traduit, pour le deuxième trimestre, par une augmentation de nos dépenses d'exploitation en Amérique de 0,4 % et de 8,7 % en Europe, tandis que pour le semestre ceci s'est traduit par une augmentation de 2,7 % en Amérique et de 6,6 % en Europe.

### COÛTS LIÉS À LA PRESTATION DE SERVICES TOURISTIQUES

Les coûts liés à la prestation de services touristiques sont engagés par nos voyageurs. Ils comprennent, entre autres, le coût des chambres d'hôtels ainsi que le coût des blocs de sièges ou de vols complets réservés auprès d'autres transporteurs aériens qu'Air Transat. Comparativement aux périodes correspondantes de l'exercice précédent, ces coûts ont augmenté de 20,6 millions \$ (2,9 %) pour le trimestre et de 59,2 millions \$ (4,9 %) pour le semestre, alors que l'offre de produits que nous avons déployé sur le marché des destinations soleil étaient en baisse pour le trimestre et le semestre. Ces augmentations résultent principalement de l'affaiblissement du dollar par rapport au dollar américain et à l'euro et de l'augmentation des coûts des chambres.

### SALAIRES ET AVANTAGES DU PERSONNEL

Les salaires et avantages du personnel ont diminué de 2,4 millions \$ (2,5 %) pour le trimestre et de 1,4 million \$ (0,8 %) pour le semestre, comparativement à 2013. Ces diminutions découlent de la réduction de notre offre et des économies liées aux réductions d'effectifs effectuées au cours de l'exercice 2013. Ces diminutions ont été atténuées par les révisions salariales annuelles et par la dépréciation du dollar vis-à-vis de l'euro, de la livre sterling et du dollar américain. En outre, les salaires et avantages du personnel incluent une charge de restructuration d'un montant 2,2 millions \$ qui est principalement constituée d'indemnités de départs encourues durant le trimestre, comparativement à 3,9 millions \$ en 2013.

### CARBURANT D'AÉRONEFS

La dépense de carburant d'aéronefs a diminué de 3,4 millions \$ (3,5 %) pour le trimestre et a augmenté de 1,3 million \$ (0,8 %) pour le semestre, par rapport à 2013. La diminution du trimestre découle de la baisse du nombre d'heure de vols effectué par notre flotte d'aéronefs, laquelle a été atténuée par l'affaiblissement du dollar par rapport au dollar américain (le carburant étant principalement payé en dollar américain), comparativement au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Pour le semestre, l'augmentation découle de l'affaiblissement du dollar par rapport au dollar américain et d'une hausse des prix du carburant à destination, comparativement à 2013.

### COMMISSIONS

Les commissions comprennent les frais payés par les voyageurs aux agences de voyages pour leurs services à titre d'intermédiaires entre le voyageur et le consommateur. La dépense de commissions a diminué de 0,3 million \$ (0,4 %) au cours du deuxième trimestre et a augmenté de 3,9 millions \$ (3,6 %) au cours du semestre, par rapport à 2013. En termes de pourcentage de nos revenus, les commissions représentent 5,8 % de nos revenus pour le trimestre comparativement à 5,9 % en 2013 et 5,7 % de nos revenus pour le semestre par rapport à 5,6 %.

#### ENTRETIEN D'AÉRONEFS

Les coûts d'entretien d'aéronefs comprennent les frais engagés par Air Transat, principalement pour le maintien en état des moteurs et des cellules. Comparativement à 2013, ces dépenses ont augmenté de 2,6 millions \$ (9,1 %) au cours du deuxième trimestre et de 5,9 millions \$ (12,0 %) au cours du premier semestre. Ces augmentations découlent de la faiblesse du dollar vis-à-vis du dollar américain et du fait qu'au cours du premier trimestre de l'exercice 2013, la Société avait bénéficié de remboursements relativement à l'entretien de ses aéronefs.

#### LOYER D'AÉRONEFS

Les loyers d'aéronefs ont diminué de 0,7 million \$ (3,4 %) au cours du trimestre et de 2,0 millions \$ au cours du semestre. Ces diminutions découlent principalement du renouvellement, à de meilleures conditions, de certains baux d'aéronefs, lesquelles ont été atténuées par l'affaiblissement du dollar par rapport au dollar américain.

#### FRAIS D'AÉROPORTS ET DE NAVIGATION

Les frais d'aéroports et de navigation comprennent principalement les droits exigés par les aéroports et agences responsables de la gestion du trafic aérien. Ces frais ont diminué de 1,0 million \$ (4,6 %) pour le deuxième trimestre clos le 30 avril 2014 et de 1,6 million \$ (4,3 %) pour le semestre. Ces diminutions découlent de la réduction de notre offre et de la révision à la baisse de certaines provisions.

#### AUTRES

Les autres frais ont augmenté de 2,2 millions \$ (2,7 %) au cours du second trimestre et ont diminué de 3,4 millions \$ (2,1 %) pour le semestre, comparativement à 2013. L'augmentation du trimestre découle principalement de l'affaiblissement du dollar par rapport aux autres devises tandis que la diminution du semestre résulte principalement d'une baisse des frais de marketing et des autres frais d'exploitation.

#### AMORTISSEMENTS

Les amortissements incluent l'amortissement des immobilisations corporelles, des actifs incorporels amortissables et des avantages incitatifs reportés. Les amortissements ont augmenté de 1,9 million \$ au cours du deuxième trimestre et de 2,7 millions \$ pour le semestre, comparativement aux périodes correspondantes de 2013. Les augmentations découlent des améliorations apportées à notre flotte d'aéronefs, principalement celles liées à la reconfiguration de nos Airbus A330.

#### RÉSULTAT D'EXPLOITATION (PERTE D'EXPLOITATION)

Compte tenu de ce qui précède, nous avons enregistré au cours du second trimestre une perte d'exploitation de 17,0 millions \$ (1,5 %), comparativement à une perte d'exploitation de 10,1 millions \$ (0,9 %) en 2013. Pour le semestre, nous avons enregistré une perte d'exploitation de 50,6 millions \$ (2,6 %) comparativement à une perte d'exploitation de 40,1 millions de dollars (2,1 %) en 2013. La détérioration de nos résultats d'exploitation découle de la dépréciation rapide du dollar vis-à-vis du dollar américain. Cette dépréciation a contribué à augmenter nos charges opérationnelles de 22,0 millions \$ pour le trimestre et de 36,0 millions \$ pour le semestre, comparativement à 2013. Les pertes d'exploitation du trimestre et du semestre incluent une charge de restructuration de 2,2 millions \$, comparativement à 3,9 millions \$ en 2013.

Au cours du deuxième trimestre, nous avons affiché une perte d'exploitation ajustée de 4,0 millions \$ (0,4 %), comparativement à un résultat d'exploitation ajusté de 2,7 millions \$ (0,2 %) en 2013. Pour le premier semestre, nous avons enregistré une perte d'exploitation ajustée de 27,8 millions de dollars (1,4 %), par rapport à 18,3 millions \$ (1,0 %) en 2013.

## SECTEURS GÉOGRAPHIQUES

### AMÉRIQUE

(en milliers de dollars)	Trimestres clos les 30 avril				Semestres clos les 30 avril			
	2014 \$	2013 \$	Écart \$	Écart %	2014 \$	2013 \$	Écart \$	Écart %
Revenus	940 445	944 411	(3 966)	(0,4)	1 662 652	1 635 128	27 524	1,7
Charge opérationnelles	956 124	951 745	4 379	0,5	1 703 305	1 658 733	44 572	2,7
Résultat d'exploitation (perte d'exploitation)	(15 679)	(7 334)	(8 345)	(113,8)	(40 653)	(23 605)	(17 048)	(72,2)

Les revenus de nos filiales nord-américaines, qui proviennent de ventes faites au Canada et à l'étranger, ont diminué de 4,0 millions \$ (0,4 %) au cours du deuxième trimestre, comparativement à 2013. La diminution de nos revenus découle de notre décision de réduire notre offre de produits sur les destinations soleil de 5,8 % et de 2,9 % sur le marché transatlantique; ce qui a entraîné une baisse de 5,9 % du nombre de voyageurs alors que de nos prix de vente moyens affichaient des hausses. Au cours du trimestre, nous avons réalisé une perte d'exploitation de 15,7 millions \$ (1,7 %), comparativement à une perte d'exploitation de 7,3 millions \$ (0,8 %) en 2013. L'augmentation de notre perte d'exploitation découle principalement de la dépréciation rapide du dollar vis-à-vis du dollar américain, qui a résulté en une augmentation de nos charges opérationnelles. L'augmentation des prix de vente combinée à nos efforts de réduction de coûts n'ont pas été suffisants pour compenser l'effet des augmentations des coûts. La perte d'exploitation du trimestre inclut une charge de restructuration de 2,2 millions \$, comparativement à 3,9 millions \$ en 2013.

Comparativement à 2013, les revenus de nos filiales nord-américaines ont augmenté de 27,5 millions \$ (1,7 %) au cours du semestre clos le 30 avril 2014. L'augmentation de nos revenus découle de la hausse de nos prix de vente moyens, alors que le nombre de voyageurs diminuait de 3,8 %. Pour le semestre, notre offre de produits sur le marché des destinations soleil était inférieure de 1,9 % par rapport à 2013 et sur le marché transatlantique elle était inférieure de 6,2 %. Nous avons enregistré une perte d'exploitation de 40,7 millions \$ (2,4 %) pour le semestre, comparativement à une perte d'exploitation de 23,6 millions \$ (1,4 %) en 2013. L'augmentation de notre perte d'exploitation découle principalement de l'augmentation de nos coûts à la suite de la dépréciation du dollar vis-à-vis du dollar américain. La perte d'exploitation du semestre inclut une charge de restructuration de 2,2 millions \$, comparativement à 3,9 millions \$ en 2013.

### EUROPE

(en milliers de dollars)	Trimestres clos les 30 avril				Semestres clos les 30 avril			
	2014 \$	2013 \$	Écart \$	Écart %	2014 \$	2013 \$	Écart \$	Écart %
Revenus	178 175	162 413	15 762	9,7	303 190	277 410	25 780	9,3
Charges opérationnelles	179 543	165 204	14 339	8,7	313 118	293 866	19 252	6,6
Résultat d'exploitation (perte d'exploitation)	(1 368)	(2 791)	1 423	51,0	(9 928)	(16 456)	6 528	39,7

Comparativement à 2013, les revenus de nos filiales européennes au cours du deuxième trimestre, qui proviennent de ventes faites à des clients en Europe et au Canada, ont augmenté de 15,8 millions \$ (9,7 %). Cette augmentation résulte de la vigueur de l'euro et de la livre sterling vis-à-vis du dollar. En devise locale, les revenus de notre société en France étaient en hausse alors que les revenus de notre société au Royaume-Uni étaient en baisse à la suite de notre décision de réduire notre offre. Le nombre de voyageurs a diminué de 0,5 % pour le trimestre, comparativement à 2013, alors que nos prix de vente moyens étaient légèrement inférieurs à ceux de la même période en 2013. Nos activités européennes ont affiché une perte d'exploitation de 1,4 million \$ (0,8 %) au cours du trimestre, comparativement à 2,8 millions \$ (1,7 %) en 2013.

Pour le semestre, les revenus de nos filiales européennes ont augmenté de 25,8 millions \$ (9,3 %). Cette augmentation résulte de la vigueur de l'euro et de la livre sterling vis-à-vis du dollar. En devise locale, les revenus de nos sociétés européennes étaient en légère baisse, à la suite de notre décision de réduire notre offre. Le nombre de voyageurs a diminué de 2,3 % pour le semestre, comparativement à 2013 et nos prix de vente moyens étaient semblables. Nos activités européennes ont affiché une perte d'exploitation de 9,9 millions \$ (3,3 %) au cours du semestre, comparativement à 16,5 millions \$ (5,9 %) en 2013.

## AUTRES CHARGES ET (REVENUS)

(en milliers de dollars)	Trimestres clos les 30 avril				Semestres clos les 30 avril			
	2014 \$	2013 \$	Écart \$	Écart %	2014 \$	2013 \$	Écart \$	Écart %
Coûts de financement	457	706	(249)	(35,3)	941	1 374	(443)	(31,5)
Revenus de financement	(2 016)	(1 790)	(226)	(12,6)	(4 060)	(3 615)	(445)	(12,3)
Variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés liés aux achats de carburant d'aéronefs	(1 738)	25 236	(26 974)	(106,9)	1 480	16 440	(14 960)	(91,0)
Perte (gain) de change sur les éléments monétaires à long terme	226	(212)	438	206,6	(679)	(206)	(473)	(229,6)
Quote-part du résultat net d'une entreprise associée	(4 018)	(3 777)	(241)	(6,4)	(3 938)	(3 624)	(314)	(8,7)

### COÛTS DE FINANCEMENT

Les coûts de financement incluent les intérêts sur la dette à long terme et autres intérêts ainsi que les frais financiers. Les coûts de financement ont diminué de 0,2 million \$ au cours du deuxième trimestre et de 0,4 million \$ au cours du semestre, principalement en raison de frais moins élevés liés à nos facilités de crédit.

### REVENUS DE FINANCEMENT

Comparativement aux périodes correspondante de 2013, les revenus de financement ont augmenté de 0,2 million \$ au cours du second trimestre, et de 0,4 million \$ au cours du semestre, en raison de soldes bancaires plus élevés.

### VARIATION DE LA JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS LIÉS AUX ACHATS DE CARBURANT D'AÉRONEFS

La variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés liés aux achats de carburant d'aéronefs correspond à la variation, au cours de la période, de la juste valeur du portefeuille de ces instruments financiers qui sont détenus et utilisés par la Société aux fins de la gestion du risque lié à l'instabilité des prix du carburant. Au cours du présent trimestre, la juste valeur des instruments financiers dérivés liés aux achats de carburant d'aéronefs a augmenté de 1,7 million \$, comparativement à une baisse de 25,2 millions \$ en 2013.

### PERTE (GAIN) DE CHANGE SUR LES ÉLÉMENTS MONÉTAIRES À LONG TERME

Les gains/pertes de change sur les éléments monétaires à long terme sont principalement attribuables à l'effet des taux de change sur nos dépôts en devises. Au cours du deuxième trimestre, nous avons affiché une perte de change de 0,2 million \$ sur les éléments monétaires à long terme, comparativement à un gain de change de 0,2 million \$ en 2013. Pour le semestre, nous avons affiché un gain de change de 0,7 million \$, comparativement à 0,2 million \$ en 2013.

### QUOTE-PART DU RÉSULTAT NET D'UNE ENTREPRISE ASSOCIÉE

Notre quote-part du résultat net d'une entreprise associée correspond à notre quote-part du résultat net de Caribbean Investments B.V. [« CIBV »], notre entreprise en hôtellerie. Cette quote-part du résultat net pour le deuxième trimestre s'élève à 4,0 millions \$ comparativement à 3,8 millions \$ pour le trimestre correspondant de 2013. Pour le semestre, la quote-part du résultat net s'est établie à 3,9 millions \$, en regard de 3,6 millions \$ en 2013. Les augmentations des quotes-parts du résultat net découlent d'une meilleure rentabilité opérationnelle qu'en 2013.

### IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT

La récupération des impôts sur le résultat s'établit à 3,4 millions \$ au cours du deuxième trimestre comparativement à 8,7 millions \$ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Pour le semestre, notre récupération d'impôts s'élève à 12,9 millions \$, en regard de 14,9 millions \$ en 2013. Compte non tenu de la quote-part du résultat net d'une entreprise associée, le taux d'imposition réel a été de 24,0 % pour le présent trimestre et de 26,6 % pour le semestre, comparativement à 25,6 % et 27,6 % pour les périodes correspondantes de 2013. Les variations de taux d'impôt pour le trimestre et pour le semestre découlent des différences de taux d'imposition statutaires par pays appliqués sur leurs résultats.

## RÉSULTAT NET ET RÉSULTAT NET ATTRIBUABLE AUX ACTIONNAIRES

En conséquence des éléments présentés dans la section Activités consolidées, notre perte nette pour le trimestre clos le 30 avril 2014 s'est établie à 6,6 millions \$ comparativement à 21,6 millions \$ en 2013. La perte nette attribuable aux actionnaires s'est élevée à 7,9 millions \$, soit 0,20 \$ par action (de base et diluée), par rapport à une perte nette de 21,6 millions \$, soit 0,59 \$ par action (de base et diluée) lors du trimestre correspondant de l'exercice précédent. Le nombre moyen pondéré d'actions en circulation utilisé pour calculer les montants par action a été de 38 868 000 pour le second trimestre 2014 et de 38 427 000 pour le trimestre correspondant de 2013.

Pour le premier semestre terminé le 30 avril 2014, nous affichons une perte nette de 31,5 millions \$ comparativement à 35,5 millions \$ en 2013. La perte nette attribuable aux actionnaires s'est élevée à 33,6 millions \$, soit 0,87 \$ par action (de base et diluée), par rapport à 37,9 millions \$, soit 0,99 \$ par action (de base et diluée) lors du semestre correspondant de l'exercice précédent. Le nombre moyen pondéré d'actions en circulation utilisé pour calculer les montants par action a été de 38 568 000 pour le premier semestre 2014 et de 38 323 000 pour le semestre correspondant de 2013.

Pour le deuxième trimestre, notre perte nette ajustée s'est établie à 7,6 millions \$ (0,19 \$ par action) comparativement à 1,4 million \$ (0,04 \$ par action) en 2013. Pour le semestre, nous affichons une perte ajustée après impôts de 30,8 millions \$ (0,80 \$ par action), comparativement à 23,0 millions \$ (0,60 \$ par action) pour la période correspondante de 2013.

## PRINCIPALES INFORMATIONS FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES

Les activités de la Société sont saisonnières, par conséquent, les résultats d'exploitation des périodes intermédiaires ne reflètent pas proportionnellement les résultats de l'exercice entier. Les revenus affichent des hausses par rapport aux trimestres comparatifs. Les prix de vente moyens sont en hausse alors que le nombre de voyageurs est en baisse pour les saisons hivernale et estivale. Quant à nos résultats d'exploitation, ils ont augmenté au cours de chaque trimestre, principalement en raison de la hausse des prix de vente moyens et de nos efforts de réduction de coûts et d'amélioration de marges, à l'exception des trimestres de l'exercice 2014 où la dépréciation rapide du dollar a entraîné une augmentation de certaines de nos charges opérationnelles. En conséquence, les informations financières trimestrielles suivantes peuvent donc varier de façon importante d'un trimestre à l'autre.

(en milliers de dollars, sauf les données par action)	T3-2012 \$	T4-2012 \$	T1-2013 \$	T2-2013 \$	T3-2013 \$	T4-2013 \$	T1-2014 \$	T2-2014 \$
Revenus	909 056	763 441	805 714	1 106 824	927 004	808 616	847 222	1 118 620
Loyers d'aéronefs	22 361	24 529	20 419	20 556	20 530	19 765	19 170	19 853
Résultat d'exploitation (perte d'exploitation)	12 498	41 731	(29 936)	(10 125)	41 803	70 096	(33 534)	(17 047)
Résultat d'exploitation ajusté (perte d'exploitation ajustée)	22 074	52 946	(21 017)	2 730	53 053	80 055	(23 812)	(4 014)
Résultat net (perte nette)	9 664	17 154	(13 940)	(21 556)	41 469	55 229	(24 860)	(6 606)
Résultat net attribuable aux actionnaires	9 405	16 614	(15 137)	(22 760)	41 149	54 723	(25 649)	(7 903)
Résultat par action de base	0,25	0,43	(0,39)	(0,59)	1,07	1,42	(0,67)	(0,20)
Résultat par action dilué	0,25	0,43	(0,39)	(0,59)	1,07	1,40	(0,67)	(0,20)
Résultat net ajusté (perte nette ajustée)	10 521	28 684	(21 564)	(1 432)	30 759	54 804	(23 288)	(7 553)
Résultat net ajusté (perte nette ajustée) par action	0,28	0,75	(0,56)	(0,04)	0,80	1,40	(0,60)	(0,19)

## SITUATION DE TRÉSORERIE ET SITUATION FINANCIÈRE

Au 30 avril 2014, la trésorerie et les équivalents de trésorerie s'établissaient à 404,6 millions \$, comparativement à 265,8 millions \$ au 31 octobre 2013. La trésorerie et les équivalents de trésorerie détenus en fiducie ou autrement réservés se chiffraient à 341,7 millions \$ à la fin du deuxième trimestre de l'exercice 2014 comparativement à 403,5 millions \$ au 31 octobre 2013. Notre bilan témoigne d'un fonds de roulement de 36,0 millions \$, soit un ratio de 1,04, par rapport à un fonds de roulement de 81,1 millions \$ et un ratio de 1,10 au 31 octobre 2013.

L'actif total a augmenté de 154,6 millions \$, passant de 1 290,1 millions \$ le 31 octobre 2013 à 1 444,7 millions \$ le 30 avril 2014. Cette hausse est principalement attribuable à l'augmentation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie de 138,7 millions \$, des impôts sur le résultat à recevoir de 22,9 millions \$ et des dépôts de 16,0 millions \$. Ces variations et celles des autres principaux éléments d'actifs monétaires reflètent la saisonnalité de nos opérations. Les capitaux propres ont diminué de 26,1 millions \$, passant de 441,4 millions \$ au 31 octobre 2013 à 415,3 millions \$ au 30 avril 2014. Cette diminution découle principalement de notre perte nette attribuable aux actionnaires de 33,6 millions \$ et par la perte latente sur les couvertures de trésorerie de 5,4 millions \$, compensée par les gains de change sur conversion des états financiers des filiales étrangères de 10,2 millions \$.

### FLUX DE TRÉSORERIE

(en milliers de dollars)	Trimestres clos les 30 avril			Semestres clos les 30 avril		
	2014	2013	Écart	2014	2013	Écart
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	66 215	107 634	(41 419)	163 953	169 008	(5 055)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(21 214)	(16 351)	(4 863)	(29 858)	(1 639)	(28 219)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(933)	(1 590)	657	556	(1 332)	1 888
Incidence des fluctuations de taux de change sur la trésorerie	890	(1 422)	2 312	4 085	(1 064)	5 149
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	44 958	88 271	(43 313)	138 736	164 973	(26 237)

#### ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES

Au cours du second trimestre, les flux de trésorerie générés par les activités opérationnelles se sont élevés à 66,2 millions \$, par rapport à 107,6 millions \$ pour le trimestre correspondant de 2013. La diminution de 41,4 millions \$ survenue au cours du trimestre, comparativement au trimestre correspondant de 2013, est attribuable à une baisse de 45,6 millions \$ de la variation nette des soldes sans effet de trésorerie du fonds de roulement opérationnel, laquelle est principalement due à une diminution plus importante des fournisseurs et autres créiteurs au cours du trimestre, due entre autres aux paiements de certains programmes de rémunération variable liés à l'exercice 2013, compensée par une hausse de 3,7 millions \$ de la variation nette des autres actifs et passifs opérationnels.

Pour le semestre, les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation ont diminué de 5,1 millions \$, passant de 169,0 millions \$ en 2013 à 164,0 millions \$ en 2014. La diminution est attribuable à une baisse de 15,3 millions \$ de la variation nette des soldes sans effet de trésorerie du fonds de roulement opérationnel et par une baisse de notre rentabilité de 7,0 millions \$, compensée par une hausse de 10,6 millions \$ de la variation nette des autres actifs et passifs opérationnels et par une augmentation de la variation nette de la provision pour remise en état des aéronefs loués.

#### ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT

Les flux de trésorerie utilisés par les activités d'investissement ont atteint 21,2 millions \$ au cours du deuxième trimestre, comparativement à 16,4 millions \$ en 2013, et consistaient en investissements en immobilisations corporelles et autres actifs incorporels. En 2013, ce montant s'était élevé à 12,4 millions \$ et notre solde de trésorerie et équivalents de trésorerie réservés (non courant) avait augmenté de 3,9 millions \$.

Pour le semestre, les flux de trésorerie utilisés par les activités d'investissement se sont élevés à 29,9 millions \$ comparativement à 1,6 million \$ en 2013, une augmentation de 28,2 millions \$. Nos investissements en immobilisations corporelles et autres actifs incorporels ont augmenté de 7,8 millions \$ pour atteindre 32,9 millions \$ et nous avons encaissé un montant de 3,0 millions \$ à titre de solde de prix de vente à recevoir d'une filiale cédée en 2012. En 2013, nous avons encaissé un montant de 27,4 millions \$ à la suite de la vente de nos derniers placements dans des PCAA.

#### ACTIVITÉS DE FINANCEMENT

Les flux de trésorerie utilisés par les activités de financement sont passés de 1,6 million \$ pour le deuxième trimestre 2013 à 0,9 million \$ pour le deuxième trimestre 2014, soit une diminution de 0,7 million \$. Cette diminution découle de dividendes versés à une participation sans contrôle inférieurs à ceux versés en 2013.

Pour le semestre, les activités de financement ont générés des flux de trésorerie de 0,6 million \$, comparativement à des flux de trésorerie utilisés de 1,3 million \$ en 2013. L'augmentation des flux de trésorerie découle d'émissions d'actions pour un montant de 1,7 million \$, comparativement à 0,5 million \$ en 2013.

SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE

(en milliers de dollars, sauf les données par action)	30 avril 2014 \$	31 octobre 2013 \$	Écart \$	Principales sources d'explication des écarts importants
<b>Actif</b>				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	404 554	265 818	138 736	Se reporter à la section Flux de trésorerie
Trésorerie et équivalents de trésorerie en fiducie ou autrement réservés	341 683	403 468	(61 785)	Saisonnalité des opérations
Clients et autres débiteurs	132 413	112 738	19 675	Saisonnalité des opérations et écart de taux de change
Impôts sur le résultat à recevoir	28 522	5 645	22 877	Augmentation des impôts recouvrables, compte tenu des résultats imposables de certaines filiales, et des acomptes provisionnels
Stocks	10 284	13 143	(2 859)	Saisonnalité des opérations
Charges payées d'avance	64 933	73 453	(8 520)	Diminution des montants payés d'avance à certains fournisseurs de services due à la saisonnalité des opérations
Instruments financiers dérivés	5 411	7 720	(2 309)	Variation favorable de la valeur du dollar par rapport à la devise américaine en regard des contrats de change à terme contractés
Dépôts	52 609	36 575	16 034	Saisonnalité des opérations
Actifs d'impôt différé	27 965	22 048	5 917	Augmentation due aux résultats imposables de certaines filiales
Immobilisations corporelles	126 455	115 025	11 430	Acquisitions au cours de la période et écart de taux de change, compensés par l'amortissement
Goodwill	98 690	94 723	3 967	Écart de taux de change
Immobilisations incorporelles	71 799	67 333	4 466	Acquisitions au cours de la période et écart de taux de change, compensés par l'amortissement
Placements et autres actifs	79 337	72 384	6 953	Écart de taux de change et quote-part du résultat net d'une entreprise associée
<b>Passif</b>				
Fournisseurs et autres créditeurs	373 840	326 687	47 153	Saisonnalité des opérations et écart de taux de change
Provision pour remise en état des aéronefs loués	32 825	28 057	4 768	Écart de taux de change et saisonnalité des opérations
Impôts sur le résultat à payer	6 385	19 729	(13 344)	Paiement des soldes dus
Dépôts de clients et revenus différés	540 293	410 340	129 953	Saisonnalité des opérations
Instruments financiers dérivés	11 530	4 675	6 855	Variation défavorable de la valeur du dollar par rapport à la devise américaine et des prix du carburant, en regard des contrats à terme contractés
Autres passifs	53 872	48 096	5 776	Augmentation des avantages incitatifs reportés
Passifs d'impôt différé	10 601	11 096	(495)	Aucun écart important
<b>Capitaux propres</b>				
Capital-actions	224 008	221 706	2 302	Émission sur le capital autorisé
Provision pour paiements fondés sur des actions	15 741	15 391	350	Charge liée aux paiements fondés sur des actions compensée par l'exercice d'options
Résultats non distribués	173 283	206 835	(33 552)	Perte nette de la période
Profit latent (perte latente) sur les couvertures de flux de trésorerie	(3 011)	2 380	(5 391)	Perte nette sur les instruments financiers désignés dans des couvertures de flux de trésorerie
Montant cumulé des écarts de change	5 288	(4 919)	10 207	Gain de change sur conversion des états financiers de filiales étrangères

## FINANCEMENT

Au 30 avril 2014, la Société dispose de plusieurs types de financements. Elle dispose principalement d'une facilité de crédit à terme rotatif ainsi que de lignes d'émissions de lettres de crédit.

La Société dispose d'un crédit à terme rotatif, pour les fins de ses opérations, de 50,0 millions \$, venant à échéance en 2015 et qui peut être prolongé, ou immédiatement exigible dans l'éventualité d'un changement de contrôle. Selon les termes de l'entente, les tirages peuvent être effectués sous la forme d'acceptations bancaires ou d'emprunts bancaires, en dollars canadiens, en dollars américains, en euros ou en livres sterling. L'entente est garantie par une hypothèque mobilière de premier rang grevant l'universalité des actifs, présents et futurs, des filiales canadiennes de la Société, sous réserve de certaines exceptions, et sera aussi garantie par le nantissement de certaines valeurs mobilières des principales filiales européennes. Le crédit porte intérêt au taux des acceptations bancaires, au taux préférentiel de l'institution financière, ou au TIOL (taux interbancaire offert à Londres), majoré d'une prime. Selon les termes de l'entente, la Société est tenue de respecter certains critères et ratios financiers. Au 30 avril 2014, tous les ratios et critères financiers étaient respectés et la facilité de crédit n'était pas utilisée.

De plus, nous avons accès, pour nos opérations françaises, à des lignes de crédit non utilisées atteignant 11,5 millions € [17,5 millions \$].

## ENTENTES HORS BILAN

Dans le cours normal de ses affaires, Transat conclut des ententes et contracte des obligations qui auront une incidence sur l'exploitation et les flux de trésorerie futurs de la Société, dont certaines sont présentées au passif dans les états financiers consolidés condensés intermédiaires non audités et d'autres par voie de notes aux états financiers.

Les obligations qui ne sont pas présentées au passif sont considérées comme des ententes hors bilan. Ces ententes contractuelles sont établies avec des entités dont les comptes ne sont pas consolidés avec ceux de la Société et incluent ce qui suit :

- Garanties
- Contrats de location simple

Les ententes hors bilan qui peuvent être estimées, excluant les ententes avec les fournisseurs de services, s'élevait à environ 648,6 millions \$ au 30 avril 2014 (655,8 millions \$ au 31 octobre 2013) et se résume comme suit :

(en milliers de dollars)	Au 30 avril 2014 \$	Au 31 octobre 2013 \$
<b>Garanties</b>		
Lettres de crédit irrévocables	20 622	21 850
Contrats de cautionnement	1 152	1 137
<b>Contrats de location simple</b>		
Engagements en vertu de contrats de location simple	626 816	632 804
	<b>648 590</b>	<b>655 791</b>

Note : Le montant des engagements en vertu de contrats de location simple au 31 octobre 2013, présenté dans le rapport annuel de l'exercice clos le 31 octobre 2013, incluait des engagements en vertu d'ententes avec des fournisseurs aériens au montant de 112,5 millions \$. Ce montant aurait dû être inclus avec les ententes avec des fournisseurs.

Dans le cours normal des affaires, des garanties sont requises dans l'industrie du voyage afin d'offrir des indemnités et des garanties aux contreparties à certaines opérations, comme des contrats de location simple, des lettres de crédit irrévocables et des contrats de cautionnement. Jusqu'à maintenant, Transat n'a pas versé de paiements importants en vertu de telles garanties. Les contrats de location simple sont établis afin de permettre à la Société de louer certains éléments plutôt que de les acquérir.

La Société dispose aussi, aux fins d'émission de lettres de crédit, d'un crédit rotatif au montant de 75,0 millions \$ renouvelable annuellement, pour lequel la Société doit céder en nantissement de la trésorerie égale à 105 % du montant des lettres de crédit émises. Au 30 avril 2014, un montant de 61,4 millions \$ était utilisé.

De plus, la Société dispose d'une facilité de cautionnement renouvelable annuellement au montant de 35,0 millions \$. En vertu de cette entente, la Société peut faire émettre des contrats de cautionnement d'une durée maximale de trois ans. Au 30 avril 2014, un montant

de 16,9 millions \$ était utilisé en vertu de cette facilité, et ce aux fins de l'émission de lettres de crédit à certains de nos fournisseurs de services.

Pour ses opérations françaises, la Société a accès à des lignes de cautionnement pour 11,0 millions € [16,5 millions \$], dont 2,3 millions € étaient utilisés [3,5 millions \$].

La Société dispose également, aux fins d'émission de lettres de crédit pour ses opérations anglaises, d'une ligne de crédit bancaire gagée par des dépôts de 22,1 millions £ [40,9 millions \$], laquelle est pleinement utilisée.

Au 30 avril 2014, le montant des ententes hors bilan a diminué de 7,2 millions \$. Cette diminution découle des remboursements effectués au cours du semestre, compensée par l'effet de la dépréciation du dollar vis-à-vis du dollar américain, l'euro et la livre sterling.

Nous croyons que la Société sera en mesure de s'acquitter de ses obligations au moyen des fonds dont elle dispose, des flux de trésorerie provenant de l'exploitation et d'emprunts sur ses facilités de crédit existantes.

#### ENDETTEMENT

La Société n'affiche aucune dette à l'état de la situation financière, alors que nos ententes hors bilan, excluant les ententes avec des fournisseurs et autres obligations, ont diminué de 7,2 millions \$, passant de 655,8 millions \$ au 31 octobre 2013 à 648,6 millions \$ au 30 avril 2014.

La dette totale de la Société s'élève à 396,6 millions \$, soit une baisse de 9,8 millions \$ comparativement au 31 octobre 2013, alors que la dette totale nette a diminué de 148,5 millions \$, passant de 140,5 millions \$ au 31 octobre 2013 à un surplus de 8,0 millions \$ au 30 avril 2014. La diminution de notre dette totale nette découle de soldes de trésorerie et équivalents de trésorerie plus élevés qu'au 31 octobre 2013.

#### ACTIONS EN CIRCULATION

Au 30 avril 2014, il y avait trois catégories d'actions autorisées, soit un nombre illimité d'actions à droit de vote variable de catégorie A, un nombre illimité d'actions à droit de vote de catégorie B et un nombre illimité d'actions privilégiées. Les actions privilégiées ne comportent aucun droit de vote et elles peuvent être émises en séries, chaque série comportant le nombre d'actions, la désignation, les droits, privilèges, restrictions et conditions qui sont fixés par le conseil d'administration.

Au 30 mai 2014, il y avait 1 438 397 actions à droit de vote variable de catégorie A et 37 234 283 actions à droit de vote de catégorie B en circulation.

#### OPTIONS D'ACHAT D'ACTIONS

Au 11 juin 2014, le nombre d'options d'achat d'actions en circulation s'élevait à 2 784 187, dont 1 329 650 pouvaient être exercées.

## AUTRE

#### FLOTTE

La flotte d'Air Transat compte actuellement neuf Airbus A310 (250 sièges), douze Airbus A330 (345 sièges) et un Boeing 737-800 (189 sièges).

Le 24 juillet 2013, nous avons annoncé la signature d'une entente pour la location, pour une durée de huit ans, de quatre petits porteurs Boeing 737-800. Un aéronef est entré en service au cours du deuxième trimestre 2014 alors que l'entrée en service des trois autres aéronefs s'effectuera au cours de l'été 2014.

## MODIFICATIONS DE MÉTHODES COMPTABLES

### IFRS 10 – ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

En mai 2011, l'IASB a publié l'IFRS 10, États financiers consolidés, qui remplace la SIC-12, Consolidation – Entités ad hoc, et certaines parties de l'IAS 27, États financiers consolidés et individuels. L'IFRS 10 reprend les principes existants d'identification du concept de contrôle comme le facteur qui permet de déterminer si une entité doit être incluse dans les états financiers consolidés d'une entité. La norme fournit des directives additionnelles pour aider à la détermination du contrôle lorsque ce dernier est difficile à évaluer. L'IFRS 10 est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> novembre 2013. L'adoption de cette norme n'a eu aucune incidence sur les états financiers de la Société.

### IFRS 12 – INFORMATIONS À FOURNIR SUR LES INTÉRÊTS DÉTENUS DANS D'AUTRES ENTITÉS

En mai 2011, l'IASB a publié l'IFRS 12, *Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités*. L'IFRS 12 est une nouvelle norme complète sur les exigences en matière d'informations à fournir sur toutes les formes d'intérêts détenus dans d'autres entités, y compris les partenariats, les entreprises associées, les entités *ad hoc* et les autres entités hors bilan. La norme exige qu'une entité présente des informations sur la nature et les risques associés à ses intérêts détenus dans d'autres entités et les effets de ces intérêts sur sa situation financière, sa performance financière et ses flux de trésorerie. L'IFRS 12 est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> novembre 2013. Ces informations à fournir sont exigées dans les états financiers consolidés annuels.

### IFRS 13 – ÉVALUATION DE LA JUSTE VALEUR

En mai 2011, l'IASB a publié l'IFRS 13, *Évaluation de la juste valeur*. L'IFRS 13 améliore la cohérence et réduit la complexité en fournissant une définition précise de la juste valeur et une source unique pour l'évaluation de la juste valeur et les exigences en matière d'informations à fournir qui s'appliquent à l'ensemble des IFRS. L'IFRS 13 est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> novembre 2013. L'adoption de cette norme n'a eu aucune incidence sur les états financiers de la Société, sinon celle d'entraîner la présentation d'informations supplémentaires.

### IAS 19 – AVANTAGES DU PERSONNEL

En juin 2011, l'IASB a modifié l'IAS 19, *Avantages du personnel*. Ces modifications éliminent la possibilité de reporter la comptabilisation des gains et des pertes, communément appelée la « méthode du corridor », ce qui donne une information plus comparable et plus fiable. Les modifications simplifient aussi la présentation des variations des actifs et des passifs provenant des régimes à prestations définies, en imposant notamment l'obligation de présenter les variations découlant de modifications d'estimation dans les autres éléments du résultat global, afin de distinguer ces changements de ceux qui sont souvent perçus comme étant le résultat d'activités quotidiennes de la société. Également, les modifications exigent que les entités calculent la composante coût de financement des régimes à prestations définies en appliquant le taux d'actualisation utilisé pour évaluer les obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi aux obligations nettes au titre des avantages postérieurs à l'emploi. Selon la norme IAS 19 précédente, les revenus d'intérêt étaient présentés séparément des charges d'intérêt et étaient calculés sur la base du rendement prévu des actifs des régimes. Finalement, les modifications améliorent les informations à fournir concernant les régimes à prestations définies en exigeant une meilleure information sur les caractéristiques de ces régimes et les risques auxquels la société est exposée en raison de sa participation à ces régimes. Les modifications apportées à l'IAS 19 sont entrées en vigueur le 1<sup>er</sup> novembre 2013. L'adoption de cette norme n'a eu aucune incidence sur les états financiers de la Société, sinon celle d'entraîner la présentation d'informations supplémentaires.

## MODIFICATIONS FUTURES DE MÉTHODES COMPTABLES

### IFRS 9 – INSTRUMENTS FINANCIERS

L'IFRS 9, *Instruments financiers*, a été publié et entrera en vigueur à une date ultérieure qui sera déterminée par l'IASB. L'application anticipée est permise. L'IFRS 9 simplifie l'évaluation et le classement des actifs financiers en réduisant le nombre de catégories d'évaluation et en supprimant les règles complexes axées sur les dérivés incorporés dans l'IAS 39, *Instruments financiers : comptabilisation et évaluation*. De plus, la nouvelle norme comprend une option de juste valeur pour la désignation d'un passif financier non dérivé, son classement et son évaluation ainsi qu'un nouveau modèle de comptabilité de couverture plus étroitement lié avec les activités de gestion des risques prises par les entités. La Société continue d'évaluer l'incidence de l'adoption de cette norme sur ses états financiers.

## IFRS 15 – PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES TIRÉS DE CONTRATS AVEC DES CLIENTS

En mai 2014, l'IASB a publié l'IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients*. L'IFRS 15 est une nouvelle norme qui énonce les étapes à suivre pour comptabiliser les produits, et le moment auquel il convient de le faire, et prévoit la présentation d'informations pertinentes et plus complètes. L'IFRS 15 remplace l'IAS 11, *Contrats de construction*, l'IAS 18, *Produits des activités ordinaires*, ainsi que plusieurs interprétations relatives aux produits. L'application de l'IFRS 15 est obligatoire et sera en vigueur pour les exercices de la Société ouverts à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2017, et l'application anticipée est permise. La Société est en train d'évaluer l'incidence de l'adoption de cette norme sur les états financiers de la Société.

## CONTRÔLES ET PROCÉDURES

Conformément au Règlement 52-109 des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, la Société a produit des attestations signées par le Président et chef de la direction et le Vice-président, finances et administration et chef de la direction financière qui, entre autres choses, considèrent adéquates pour le 30 avril 2014 la conception :

- des contrôles et des procédures de communication de l'information financière qui fournissent l'assurance raisonnable que l'information financière importante de la Société et de ses filiales est dûment communiquée et que cette information est enregistrée, traitée, condensée et présentée dans les délais prescrits par la législation;
- du contrôle interne à l'égard de l'information financière (CIIF) qui fournit, selon les critères établis du cadre de contrôle COSO 1992, l'assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière de la Société et à la préparation des états financiers selon les IFRS.

Le Président et chef de la direction et le Vice-président, finances et administration et chef de la direction financière de la Société ont également effectué une évaluation afin de déterminer s'il y avait eu des changements apportés au CIIF au cours du trimestre clos le 30 avril 2014, qui ont eu ou pourraient vraisemblablement avoir sur ce dernier une incidence importante. Aucune modification significative de ce genre n'a été identifiée à partir de leur évaluation.

## PERSPECTIVES

Le marché transatlantique, au départ du Canada et de l'Europe, représente une portion très importante de l'activité de Transat durant la saison d'été. Pour la période de mai à octobre 2014, la capacité de Transat sur ce marché est inférieure de 1 % à celle de l'été 2013. À ce jour, 65 % de cette capacité est vendue. Les coefficients d'occupation sont inférieurs de 2,4 % et les prix des réservations prises sont supérieurs de 4,3 % à ceux enregistrés à pareille date en 2013. La faiblesse du dollar canadien entraînera une hausse des charges opérationnelles de 4,4 % si le dollar demeure au niveau actuel en regard du dollar américain, de l'euro et de la livre.

Sur le marché des destinations soleil au départ du Canada, la capacité de Transat est supérieure de 9 % à celle déployée à la même date l'an passé. À ce jour, 49 % de cette capacité est vendue, les coefficients d'occupation sont inférieurs de 1 % et les prix de vente sont supérieurs.

En France, par rapport à l'an passé à la même date, les réservations moyen-courriers sont supérieures de 24 % et les réservations long-courriers sont similaires. Des variations dans le mix des produits vendus entraînent une diminution du prix de vente moyen, sans pour autant réduire la marge moyenne générée.

Dans la mesure où ces tendances se maintiennent, la Société prévoit au deuxième semestre des résultats satisfaisants mais inférieurs aux résultats records de l'an dernier.

**TRANSAT A.T. INC.**  
**ÉTATS DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉS**

(en milliers de dollars canadiens) (non audité)	Au 30 avril 2014 \$	Au 31 octobre 2013 \$
<b>ACTIF</b>		
<b>Actif courant</b>		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	404 554	265 818
Trésorerie et équivalents de trésorerie en fiducie ou autrement réservés <i>[note 5]</i>	300 848	361 743
Clients et autres débiteurs	132 413	112 738
Impôts sur le résultat à recevoir	28 522	5 645
Stocks	10 284	13 143
Charges payées d'avance	64 933	73 453
Instruments financiers dérivés	5 411	7 720
Partie courante des dépôts	31 432	13 267
<b>Actifs courants</b>	<b>978 397</b>	<b>853 527</b>
Trésorerie et équivalents de trésorerie réservés	40 835	41 725
Dépôts	21 177	23 308
Actifs d'impôt différé	27 965	22 048
Immobilisations corporelles	126 455	115 025
Goodwill	98 690	94 723
Immobilisations incorporelles	71 799	67 333
Placements et autres actifs <i>[note 6]</i>	79 337	72 384
<b>Actifs non courants</b>	<b>466 258</b>	<b>436 546</b>
	<b>1 444 655</b>	<b>1 290 073</b>
<b>PASSIF</b>		
Fournisseurs et autres créditeurs	373 840	326 687
Partie courante de la provision pour remise en état des aéronefs loués <i>[note 7]</i>	10 327	11 029
Impôts sur le résultat à payer	6 385	19 729
Dépôts de clients et revenus différés	540 293	410 340
Instruments financiers dérivés	11 530	4 675
<b>Passifs courants</b>	<b>942 375</b>	<b>772 460</b>
Provision pour remise en état des aéronefs loués	22 498	17 028
Autres passifs <i>[notes 9]</i>	53 872	48 096
Passifs d'impôt différé	10 601	11 096
<b>Passifs non courants</b>	<b>86 971</b>	<b>76 220</b>
<b>CAPITAUX PROPRES</b>		
Capital-actions <i>[note 10]</i>	224 008	221 706
Provision pour paiements fondés sur des actions	15 741	15 391
Résultats non distribués	173 283	206 835
Profit latent (perte latente) sur les couvertures de flux de trésorerie	(3 011)	2 380
Montant cumulé des écarts de change	5 288	(4 919)
	<b>415 309</b>	<b>441 393</b>
	<b>1 444 655</b>	<b>1 290 073</b>

Voir les notes afférentes aux états financiers intermédiaires consolidés condensés

**AVIS**

Les auditeurs indépendants de la Société n'ont pas effectué un examen des états financiers intermédiaires condensés ci-joints.

**TRANSAT A.T. INC.**  
**ÉTATS DES RÉSULTATS CONSOLIDÉS**

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action) (non audité)	Trimestres clos les 30 avril		Semestres clos les 30 avril	
	2014 \$	2013 \$	2014 \$	2013 \$
<b>Revenus</b>	<b>1 118 620</b>	<b>1 106 824</b>	<b>1 965 842</b>	<b>1 912 538</b>
Charges opérationnelles				
Coûts liés à la prestation de services touristiques	722 785	702 200	1 260 284	1 201 120
Salaires et avantages du personnel	90 827	93 186	174 154	175 551
Carburant d'aéronefs	93 686	97 101	164 644	163 326
Commissions	64 556	64 830	111 584	107 711
Entretien d'aéronefs	30 710	28 145	54 755	48 897
Frais d'aéroports et de navigation	20 779	21 776	35 548	37 150
Loyer d'aéronefs	19 853	20 556	39 023	40 975
Autres	81 664	80 215	155 902	160 010
Amortissements	10 807	8 940	20 529	17 859
	<b>1 135 667</b>	<b>1 116 949</b>	<b>2 016 423</b>	<b>1 952 599</b>
<b>Perte d'exploitation</b>	<b>(17 047)</b>	<b>(10 125)</b>	<b>(50 581)</b>	<b>(40 061)</b>
Coûts de financement	457	706	941	1 374
Revenus du financement	(2 016)	(1 790)	(4 060)	(3 615)
Variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés liés aux achats de carburant d'aéronefs	(1 738)	25 236	1 480	16 440
Perte (gain) de change sur les éléments monétaires à long terme	226	(212)	(679)	(206)
Quote-part du résultat net d'une entreprise associée	(4 018)	(3 777)	(3 938)	(3 624)
<b>Résultat avant charge d'impôts</b>	<b>(9 958)</b>	<b>(30 288)</b>	<b>(44 325)</b>	<b>(50 430)</b>
Impôts sur les bénéfices (récupération)				
Exigibles	(2 592)	1 870	(8 566)	(8 521)
Différés	(760)	(10 602)	(4 293)	(6 413)
	<b>(3 352)</b>	<b>(8 732)</b>	<b>(12 859)</b>	<b>(14 934)</b>
<b>Perte nette de la période</b>	<b>(6 606)</b>	<b>(21 556)</b>	<b>(31 466)</b>	<b>(35 496)</b>
<b>Résultat net attribuable aux :</b>				
Actionnaires	(7 903)	(22 760)	(33 552)	(37 897)
Participations ne donnant pas le contrôle	1 297	1 204	2 086	2 401
	<b>(6 606)</b>	<b>(21 556)</b>	<b>(31 466)</b>	<b>(35 496)</b>
<b>Résultat par action attribuable aux actionnaires [note 10]</b>				
De base	(0,20)	(0,59)	(0,87)	(0,99)
Dilué	(0,20)	(0,59)	(0,87)	(0,99)

Voir les notes afférentes aux états financiers intermédiaires consolidés condensés non audités

**TRANSAT A.T. INC.**  
**ÉTATS DU RÉSULTAT GLOBAL CONSOLIDÉS**

	Trimestres clos les 30 avril		Semestres clos les 30 avril	
	2014	2013	2014	2013
(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action) (non audité)	\$	\$	\$	\$
<b>Perte nette de la période</b>	<b>(6 606)</b>	<b>(21 556)</b>	<b>(31 466)</b>	<b>(35 496)</b>
<b>Autres éléments du résultat global</b>				
<b>Éléments qui seront reclassés en résultat net</b>				
Variation de la juste valeur des dérivés désignés comme couverture des flux de trésorerie	(31 925)	2 166	(23 203)	2 060
Reclassement en résultat net	12 516	(585)	15 868	(1 424)
Impôts différés	5 142	(525)	1 944	(165)
	<b>(14 267)</b>	<b>1 056</b>	<b>(5 391)</b>	<b>471</b>
Gains (pertes) de change sur conversion des états financiers des filiales étrangères	(892)	(411)	10 207	(800)
<b>Total des autres éléments du résultat global</b>	<b>(15 159)</b>	<b>645</b>	<b>4 816</b>	<b>(329)</b>
<b>Résultat global de la période</b>	<b>(21 765)</b>	<b>(20 911)</b>	<b>(26 650)</b>	<b>(35 825)</b>
<b>Attribuable aux :</b>				
Actionnaires	(23 004)	(22 108)	(28 442)	(38 208)
Participations ne donnant pas le contrôle	1 239	1 197	1 792	2 383
	<b>(21 765)</b>	<b>(20 911)</b>	<b>(26 650)</b>	<b>(35 825)</b>

Voir les notes afférentes aux états financiers intermédiaires consolidés condensés non audités

**TRANSAT A.T. INC.**  
**ÉTATS DE LA VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS**

	Attribuables aux actionnaires							
	Capital- actions	Provision pour paiements fondés sur des actions	Résultats non distribués	Cumul des autres éléments du résultat global		Total	Participa- tions ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
				Profit (perte) latent(e) sur les couvertures de flux de trésorerie	Montant Cumulé des écarts de change			
(en milliers de dollars canadiens) (non audité)	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
<b>Solde au 31 octobre 2012</b>	220 736	13 336	145 198	(475)	(12 469)	366 326	—	366 326
Résultat net (perte nette) de la période	—	—	(37 897)	—	—	(37 897)	2 401	(35 496)
Autres éléments du résultat global	—	—	—	471	(782)	(311)	(18)	(329)
<b>Résultat global</b>	—	—	(37 897)	471	(782)	(38 208)	2 383	(35 825)
Émission sur le capital autorisé	484	—	—	—	—	484	—	484
Charge liée aux paiements fondés sur des actions	—	1 087	—	—	—	1 087	—	1 087
Reclassement du passif au titre des participations ne donnant pas le contrôle	—	—	—	—	—	—	(2 401)	(2 401)
Reclassement de l'écart de change des monnaies étrangères au titre des participations ne donnant pas le contrôle	—	—	—	—	(18)	(18)	18	—
	484	1 087	—	—	(18)	1 553	(2 383)	(830)
<b>Solde au 30 avril 2013</b>	221 220	14 423	107 301	(4)	(13 269)	329 671	—	329 671
Résultat net (perte nette) de la période	—	—	95 852	—	—	95 852	846	96 698
Autres éléments du résultat global	—	—	2 180	2 384	7 683	12 247	667	12 914
<b>Résultat global</b>	—	—	98 032	2 384	7 683	108 099	1 513	109 612
Émission sur le capital autorisé	481	—	—	—	—	481	—	481
Exercice d'options	5	—	—	—	—	5	—	5
Charge liée aux paiements fondés sur des actions	—	968	—	—	—	968	—	968
Dividendes	—	—	—	—	—	—	(2 787)	(2 787)
Autres variations du passif au titre des participations ne donnant pas le contrôle	—	—	1 502	—	—	1 502	(1 502)	—
Reclassement du passif au titre des participations ne donnant pas le contrôle	—	—	—	—	—	—	3 443	3 443
Reclassement de l'écart de change des monnaies étrangères au titre des participations ne donnant pas le contrôle	—	—	—	—	667	667	(667)	—
	486	968	1 502	—	667	3 623	(1 513)	2 110
<b>Solde au 31 octobre 2013</b>	221 706	15 391	206 835	2 380	(4 919)	441 393	—	441 393
Résultat net de la période	—	—	(33 552)	—	—	(33 552)	2 086	(31 466)
Autres éléments du résultat global	—	—	—	(5 391)	10 501	5 110	(294)	4 816
<b>Résultat global</b>	—	—	(33 552)	(5 391)	10 501	(28 422)	1 792	(26 650)
Émission sur le capital autorisé	468	—	—	—	—	468	—	468
Exercice d'options	1 834	(589)	—	—	—	1 245	—	1 245
Charge liée aux paiements fondés sur des actions	—	939	—	—	—	939	—	939
Reclassement du passif au titre des participations ne donnant pas le contrôle	—	—	—	—	—	—	(2 086)	(2 086)
Reclassement de l'écart de change des monnaies étrangères au titre des participations ne donnant pas le contrôle	—	—	—	—	(294)	(294)	294	—
	2 302	350	—	—	(294)	2 358	(1 792)	566
<b>Solde au 30 avril 2014</b>	<b>224 008</b>	<b>15 741</b>	<b>173 283</b>	<b>(3 011)</b>	<b>5 288</b>	<b>415 309</b>	<b>—</b>	<b>415 309</b>

Voir les notes afférentes aux états financiers intermédiaires consolidés condensés non audités

**TRANSAT A.T. INC.**  
**ÉTATS DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS**

	Trimestres clos les 30 avril		Semestres clos les 30 avril	
	2014	2013	2014	2013
(en milliers de dollars canadiens) (non audité)	\$	\$	\$	\$
<b>ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES</b>				
Perte nette de la période	(6 606)	(21 556)	(31 466)	(35 496)
Éléments opérationnels ne nécessitant pas de sorties (retrées) de fonds :				
Amortissements	10 807	8 940	20 529	17 859
Variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés liés aux achats de carburant d'aéronefs	(1 738)	25 236	1 480	16 440
Perte (gain) de change sur les éléments monétaires à long terme	226	(212)	(679)	(206)
Quote-part du résultat net d'une entreprise associée	(4 018)	(3 777)	(3 938)	(3 624)
Impôts différés	(760)	(10 602)	(4 293)	(6 413)
Avantage du personnel	564	538	1 127	1 075
Charge liée aux paiements fondés sur des actions	456	551	939	1 087
	(1 069)	(882)	(16 301)	(9 278)
Variation nette des soldes sans effet de trésorerie du fonds de roulement opérationnel	58 944	104 563	164 635	179 914
Variation nette des autres actifs et passifs opérationnels	3 977	231	10 851	246
Variation nette de la provision pour remise en état des aéronefs loués	4 363	3 722	4 768	(1 874)
<b>Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles</b>	<b>66 215</b>	<b>107 634</b>	<b>163 953</b>	<b>169 008</b>
<b>ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT</b>				
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(21 214)	(12 438)	(32 858)	(25 076)
Augmentation de la trésorerie et équivalent de trésorerie réservés	—	(3 913)	—	(3 913)
Contrepartie reçue pour une filiale cédée	—	—	3 000	—
Contrepartie reçue à la suite de la cession de placements dans des PCAA	—	—	—	27 350
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement</b>	<b>(21 214)</b>	<b>(16 351)</b>	<b>(29 858)</b>	<b>(1 639)</b>
<b>ACTIVITÉS DE FINANCEMENT</b>				
Produit de l'émission d'actions	225	226	1 714	484
Dividendes versés à une participation ne donnant pas le contrôle	(1 158)	(1 816)	(1 158)	(1 816)
<b>Flux de trésorerie liés aux activités de financement</b>	<b>(933)</b>	<b>(1 590)</b>	<b>556</b>	<b>(1 332)</b>
Effet des variations des taux de change sur la trésorerie et équivalents de trésorerie	890	(1 422)	4 085	(1 064)
<b>Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>	<b>44 958</b>	<b>88 271</b>	<b>138 736</b>	<b>164 973</b>
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	359 596	247 877	265 818	171 175
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période</b>	<b>404 554</b>	<b>336 148</b>	<b>404 554</b>	<b>336 148</b>
<b>Informations supplémentaires (présentées avec les activités opérationnelles)</b>				
Impôts sur le résultat payés (recupérés)	5 882	487	27 143	2 135
Intérêts payés	233	150	259	425

Voir les notes afférentes aux états financiers intermédiaires consolidés condensés non audités

[Les montants sont exprimés en milliers de dollars canadiens, à l'exception des montants par action ou autrement spécifié] [non audités]

## Note 1 RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

Transat A.T. inc., [la « Société »], dont le siège social se trouve au 300 Léo-Pariseau, Montréal (Québec), Canada, a été constituée en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*. Ses actions à droit de vote variable de catégorie A et ses actions à droit de vote de catégorie B sont inscrites à la Bourse de Toronto.

La Société est une société intégrée spécialisée dans l'organisation, la commercialisation et la distribution de voyages vacances dans le secteur touristique. Le cœur de son organisation est formé de voyagistes implantés au Canada et en Europe, lesquels sont intégrés verticalement avec ses autres services de transport aérien, de distribution à travers un réseau dynamique d'agences de voyages, de services à valeur ajoutée offerts à destination et d'hôtellerie.

Les états financiers intermédiaires consolidés condensés de Transat A.T. inc. pour le trimestre clos le 30 avril 2014 ont été approuvés par le conseil d'administration de la Société le 11 juin 2014.

Les activités de la Société sont saisonnières, par conséquent, les résultats opérationnels des périodes intermédiaires ne reflètent pas nécessairement proportionnellement les résultats de l'exercice entier.

## Note 2 BASE D'ÉTABLISSEMENT

Les présents états financiers intermédiaires consolidés condensés de la Société et de ses filiales ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière [« IFRS »], publiées par l'International Accounting Standards Board [« IASB »] et adoptées par le Conseil des normes comptables du Canada. Ces états financiers intermédiaires consolidés condensés ont été préparés conformément à l'IAS 34, *Information financière intermédiaire*.

Sauf indication contraire, ces états financiers intermédiaires consolidés condensés sont présentés en dollars canadiens, la monnaie fonctionnelle de la Société. Chacune des entités de la Société détermine sa propre monnaie fonctionnelle et les éléments inclus dans les états financiers de chacune des entités sont évalués à l'aide de cette monnaie fonctionnelle.

Les états financiers intermédiaires consolidés condensés doivent être lus avec les états financiers consolidés annuels audités et les notes correspondantes faisant partie du rapport annuel de la Société de l'exercice clos le 31 octobre 2013.

Ces états financiers intermédiaires consolidés condensés ont été préparés sur une base de continuité d'exploitation, au coût historique, sauf pour les actifs et passifs financiers qui ont été évalués à la juste valeur.

## Note 3 MODIFICATIONS DE MÉTHODES COMPTABLES

### IFRS 10 – ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

En mai 2011, l'IASB a publié l'IFRS 10, *États financiers consolidés*, qui remplace la SIC-12, *Consolidation – Entités ad hoc*, et certaines parties de l'IAS 27, *États financiers consolidés et individuels*. L'IFRS 10 reprend les principes existants d'identification du concept de contrôle comme le facteur qui permet de déterminer si une entité doit être incluse dans les états financiers consolidés d'une entité. La norme fournit des directives additionnelles pour aider à la détermination du contrôle lorsque ce dernier est difficile à évaluer. L'IFRS 10 est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> novembre 2013. L'adoption de cette norme n'a eu aucune incidence sur les états financiers de la Société.

### IFRS 12 – INFORMATIONS À FOURNIR SUR LES INTÉRÊTS DÉTENUS DANS D'AUTRES ENTITÉS

En mai 2011, l'IASB a publié l'IFRS 12, *Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités*. L'IFRS 12 est une nouvelle norme complète sur les exigences en matière d'informations à fournir sur toutes les formes d'intérêts détenus dans d'autres entités, y compris les partenariats, les entreprises associées, les entités *ad hoc* et les autres entités hors bilan. La norme exige qu'une entité présente des informations sur la nature et les risques associés à ses intérêts détenus dans d'autres entités et les effets de ces intérêts sur sa situation financière, sa performance financière et ses flux de trésorerie. L'IFRS 12 est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> novembre 2013. Ces informations à fournir sont exigées dans les états financiers consolidés annuels.

#### IFRS 13 – ÉVALUATION DE LA JUSTE VALEUR

En mai 2011, l'IASB a publié l'IFRS 13, *Évaluation de la juste valeur*. L'IFRS 13 améliore la cohérence et réduit la complexité en fournissant une définition précise de la juste valeur et une source unique pour l'évaluation de la juste valeur et les exigences en matière d'informations à fournir qui s'appliquent à l'ensemble des IFRS. L'IFRS 13 est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> novembre 2013. L'adoption de cette norme n'a eu aucune incidence sur les états financiers de la Société, sinon celle d'entraîner la présentation d'informations supplémentaires.

#### IAS 19 – AVANTAGES DU PERSONNEL

En juin 2011, l'IASB a modifié l'IAS 19, *Avantages du personnel*. Ces modifications éliminent la possibilité de reporter la comptabilisation des gains et des pertes, communément appelée la « méthode du corridor », ce qui donne une information plus comparable et plus fiable. Les modifications simplifient aussi la présentation des variations des actifs et des passifs provenant des régimes à prestations définies, en imposant notamment l'obligation de présenter les variations découlant de modifications d'estimation dans les autres éléments du résultat global, afin de distinguer ces changements de ceux qui sont souvent perçus comme étant le résultat d'activités quotidiennes de la société. Également, les modifications exigent que les entités calculent la composante coût de financement des régimes à prestations définies en appliquant le taux d'actualisation utilisé pour évaluer les obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi aux obligations nettes au titre des avantages postérieurs à l'emploi. Selon la norme IAS 19 précédente, les revenus d'intérêt étaient présentés séparément des charges d'intérêt et étaient calculés sur la base du rendement prévu des actifs des régimes. Finalement, les modifications améliorent les informations à fournir concernant les régimes à prestations définies en exigeant une meilleure information sur les caractéristiques de ces régimes et les risques auxquels la société est exposée en raison de sa participation à ces régimes. Les modifications apportées à l'IAS 19 sont entrées en vigueur le 1<sup>er</sup> novembre 2013. L'adoption de cette norme n'a eu aucune incidence sur les états financiers de la Société, sinon celle d'entraîner la présentation d'informations supplémentaires.

### Note 4 MODIFICATIONS FUTURES DE MÉTHODES COMPTABLES

#### IFRS 9 – INSTRUMENTS FINANCIERS

L'IFRS 9, *Instruments financiers*, a été publié et entrera en vigueur à une date ultérieure qui sera déterminée par l'IASB. L'application anticipée est permise. L'IFRS 9 simplifie l'évaluation et le classement des actifs financiers en réduisant le nombre de catégories d'évaluation et en supprimant les règles complexes axées sur les dérivés incorporés dans l'IAS 39, *Instruments financiers : comptabilisation et évaluation*. De plus, la nouvelle norme comprend une option de juste valeur pour la désignation d'un passif financier non dérivé, son classement et son évaluation ainsi qu'un nouveau modèle de comptabilité de couverture plus étroitement lié avec les activités de gestion des risques prises par les entités. La Société continue d'évaluer l'incidence de l'adoption de cette norme sur ses états financiers.

#### IFRS 15 – PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES TIRÉS DE CONTRATS AVEC DES CLIENTS

En mai 2014, l'IASB a publié l'IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients*. L'IFRS 15 est une nouvelle norme qui énonce les étapes à suivre pour comptabiliser les produits, et le moment auquel il convient de le faire, et prévoit la présentation d'informations pertinentes et plus complètes. L'IFRS 15 remplace l'IAS 11, *Contrats de construction*, l'IAS 18, *Produits des activités ordinaires*, ainsi que plusieurs interprétations relatives aux produits. L'application de l'IFRS 15 est obligatoire et sera en vigueur pour les exercices de la Société ouverts à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2017, et l'application anticipée est permise. La Société est en train d'évaluer l'incidence de l'adoption de cette norme sur les états financiers de la Société.

### Note 5 TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE EN FIDUCIE OU AUTREMENT RÉSERVÉS

Au 30 avril 2014, la trésorerie et équivalents de trésorerie en fiducie ou autrement réservés incluent 231 159 \$ [294 473 \$ au 31 octobre 2013] de fonds reçus de clients, principalement canadiens, pour lesquels les services n'avaient pas été rendus ou pour lesquels le délai d'accessibilité n'avait pas été atteint, et ce, en conformité avec les organismes de réglementation canadiens et avec l'entente commerciale de la Société avec certains fournisseurs de services de traitement de cartes de crédit. De plus, elle inclut 110 524 \$, dont une tranche de 40 835 \$ est présentée hors de l'actif courant, [108 995 \$ au 31 octobre 2013, dont une tranche de 41 725 \$ était présentée dans l'actif non courant] qui était cédée en nantissement de lettres de crédit.

**Note 6 PLACEMENTS ET AUTRES ACTIFS**

	Au 30 avril 2014 \$	Au 31 octobre 2013 \$
Participations dans des entreprises associées – Caribbean Investments B.V. [«CIBV»]	77 510	70 041
Frais reportés, solde non amorti	562	639
Divers	1 265	1 704
	<b>79 337</b>	<b>72 384</b>

La variation du placement dans CIBV se présente comme suit :

	\$
Solde au 31 octobre 2013	70 041
Quote-part du résultat net	3 938
Écart de change	3 531
Solde au 30 avril 2014	<b>77 510</b>

**Note 7 PROVISION POUR REMISE EN ÉTAT DES AÉRONEFS LOUÉS**

La provision pour remise en état des aéronefs loués est liée à l'entretien des aéronefs loués utilisés par la Société dans le cadre des contrats de location simple. La variation de la provision pour remise en état des aéronefs loués pour les trimestres clos les 30 avril se détaille comme suit :

	\$
<b>Solde au 31 octobre 2013</b>	<b>28 057</b>
Provisions supplémentaires	3 022
Montants imputés à la provision	(3 844)
Écart de change	1 228
<b>Solde au 31 janvier 2014</b>	<b>28 463</b>
Provisions supplémentaires	4 127
Montants imputés à la provision	(174)
Écart de change	410
<b>Solde au 30 avril 2014</b>	<b>32 826</b>
Provisions courantes	10 327
Provisions non courantes	22 499
<b>Solde au 30 avril 2014</b>	<b>32 826</b>

	\$
<b>Solde au 31 octobre 2012</b>	<b>31 869</b>
Provisions supplémentaires	2 234
Montants imputés à la provision	(7 650)
Écart de change	(180)
<b>Solde au 31 janvier 2013</b>	<b>26 273</b>
Provisions supplémentaires	6 307
Montants imputés à la provision	(2 874)
Écart de change	289
<b>Solde au 30 avril 2013</b>	<b>29 995</b>
Provisions courantes	15 122
Provisions non courantes	14 873
<b>Solde au 30 avril 2013</b>	<b>29 995</b>

## Note 8 DETTE À LONG TERME

La Société dispose d'un crédit à terme rotatif, pour les fins de ses opérations, de 50 000 \$, venant à échéance en 2015 et qui peut être prolongé, ou immédiatement exigible dans l'éventualité d'un changement de contrôle. Selon les termes de l'entente, les tirages peuvent être effectués sous la forme d'acceptations bancaires ou d'emprunts bancaires, en dollars canadiens, en dollars américains, en euros ou en livres sterling. L'entente est garantie par une hypothèque mobilière de premier rang grevant l'universalité des actifs, présents et futurs, des filiales canadiennes de la Société, et ce sous réserve de certaines exceptions et sera aussi garantie par le nantissement de certaines valeurs mobilières des principales filiales européennes. Le crédit porte intérêt au taux des acceptations bancaires, au taux préférentiel de l'institution financière, ou au TIOL (taux interbancaire offert à Londres), majoré d'une prime. Selon les termes des ententes, la Société est tenue de respecter certains critères et ratios financiers. Tous les ratios et critères financiers étaient respectés au 30 avril 2014 et la facilité de crédit n'était pas utilisée.

La Société dispose également, aux fins d'émission de lettres de crédit, d'un crédit rotatif au montant de 75 000 \$ renouvelable annuellement, pour lequel la Société doit céder en nantissement de la trésorerie égale à 105 % du montant des lettres de crédit émises. Au 30 avril 2014, un montant de 61 439 \$ était utilisé.

Des crédits d'exploitation totalisant 11 500 € [17 475 \$] ont été accordés à certaines filiales françaises. Ces crédits d'exploitation sont renouvelables annuellement et étaient inutilisés au 30 avril 2014.

## Note 9 AUTRES PASSIFS

	Au 30 avril 2014 \$	Au 31 octobre 2013 \$
Avantages du personnel	31 668	30 940
Avantages incitatifs reportés	19 338	16 036
Participations ne donnant pas le contrôle	25 546	23 800
	76 552	70 776
Moins participations ne donnant pas le contrôle incluses dans les Fournisseurs et autres créditeurs	(22 680)	(22 680)
	53 872	48 096

## Note 10 CAPITAUX PROPRES

### CAPITAL-ACTIONS AUTORISÉ

#### ACTIONS À DROIT DE VOTE VARIABLE DE CATÉGORIE A

Un nombre illimité d'actions à droit de vote variable de catégorie A [«actions de catégorie A»], participantes, ne pouvant être détenues ou contrôlées que par des personnes autres que des Canadiens au sens de la *Loi sur les transports au Canada* [«LTC»], lesquelles se voient conférer une voix par action de catégorie A, sauf i) si le nombre d'actions de catégorie A émises et en circulation excède 25 % du total des actions votantes émises et en circulation [ou tout pourcentage supérieur que le gouverneur en conseil peut fixer aux termes de la LTC], ou ii) si l'ensemble des voix exprimées par les détenteurs d'actions de catégorie A ou pour leur compte à une assemblée excède 25 % [ou tout pourcentage supérieur que le gouverneur en conseil peut fixer aux termes de la LTC] de l'ensemble des voix qui peuvent être exprimées à cette assemblée.

Si l'un ou l'autre de ces seuils est dépassé, le droit de vote rattaché à chaque action de catégorie A diminuera automatiquement, sans autre formalité. Pour la circonstance décrite en i) ci-dessus, les actions de catégorie A prises comme une catégorie ne peuvent pas donner plus de 25 % [ou tout pourcentage supérieur que le gouverneur en conseil peut fixer aux termes de la LTC] du total des droits de vote rattachés au total des actions votantes émises et en circulation de la Société. Pour la circonstance décrite en ii) ci-dessus, les actions de catégorie A prises comme une catégorie pour une assemblée ne peuvent pas donner plus de 25 % [ou tout pourcentage supérieur que le gouverneur en conseil peut fixer aux termes de la LTC] du nombre total des voix qui peuvent être exprimées à cette assemblée.

Chaque action de catégorie A émise et en circulation sera convertie en une action à droit de vote de catégorie B, automatiquement et sans aucune autre démarche de la part de la Société ou du porteur, si i) l'action de catégorie A est détenue et contrôlée, ou le devient, par un Canadien au sens de la LTC, ou ii) les dispositions de la LTC ayant trait aux restrictions relatives à la propriété étrangère sont abrogées sans être remplacées par d'autres dispositions semblables.

#### ACTIONS À DROIT DE VOTE DE CATÉGORIE B

Un nombre illimité d'actions à droit de vote de catégorie B [«actions de catégorie B»], participantes, ne pouvant être détenues et contrôlées que par des Canadiens au sens de la LTC, lesquels se voient conférer une voix par action de catégorie B à toutes les assemblées d'actionnaires de la Société.

Chaque action de catégorie B émise et en circulation sera convertie en une action de catégorie A, automatiquement et sans aucune autre démarche de la part de la Société ou du porteur, si l'action de catégorie B est détenue ou contrôlée, ou le devient, par une personne autre qu'un Canadien au sens de la LTC.

#### ACTIONS PRIVILÉGIÉES

Un nombre illimité d'actions privilégiées, sans droit de vote, pouvant être émises en séries, chaque série comportant le nombre d'actions, la désignation, les droits, privilèges, restrictions et conditions qui sont fixés par le conseil d'administration.

### CAPITAL-ACTIONS ÉMIS ET EN CIRCULATION

Les modifications touchant les actions de catégorie A et les actions de catégorie B ont été les suivantes :

	Nombre d'actions	Montant (\$)
<b>Solde au 31 octobre 2012</b>	38 295 668	220 736
Émission de la trésorerie	94 250	484
<b>Solde au 30 avril 2013</b>	38 389 918	221 220
Émission de la trésorerie	77 253	481
Exercice d'options	1 316	5
<b>Solde au 31 octobre 2013</b>	38 468 487	221 706
Émission de la trésorerie	48 492	468
Exercice d'options	147 410	1 834
<b>Solde au 30 avril 2014</b>	<b>38 664 389</b>	<b>224 008</b>

Au 30 avril 2014, le nombre d'actions de catégorie A et d'actions de catégorie B s'élevait respectivement à 1 438 397 et 37 225 992.

OPTIONS

	Nombre d'options	Prix moyen pondéré (\$)
Solde au 31 octobre 2013	2 692 544	12,18
Attribuées	374 374	12,49
Exercées	(147 410)	8,45
Annulées	(135 321)	12,68
Solde au 30 avril 2014	2 784 187	12,40
Options pouvant être exercées au 30 avril 2014	1 329 650	15,18

RÉSULTAT PAR ACTION

Le résultat de base par action et le résultat dilué par action ont été calculés comme suit :

	Trimestres clos les 30 avril		Semestres clos les 30 avril	
	2014	2013	2014	2013
(en milliers de dollars, sauf les montants par action)	\$	\$	\$	\$
<b>NUMÉRATEUR</b>				
Perte nette attribuable aux actionnaires de la Société servant au calcul du résultat de base par action et du résultat dilué par action	(7 903)	(22 760)	(33 552)	(37 897)
<b>DÉNOMINATEUR</b>				
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	38 867	38 427	38 588	38 345
<b>Effet des titres dilutifs</b>				
Options d'achat d'actions	—	—	—	—
Nombre moyen pondéré ajusté d'actions en circulation utilisés dans le calcul du résultat dilué par action	38 867	38 427	38 588	38 345
<b>Résultat par action</b>				
De base	(0,20)	(0,59)	(0,87)	(0,99)
Dilué	(0,20)	(0,59)	(0,87)	(0,99)

Étant donné la perte enregistrée au cours des trimestres et semestres clos les 30 avril 2014 et 2013, les 2 784 187 et 2 938 517 options d'achat d'actions en circulation, respectivement, ont été exclues du calcul du résultat dilué par action en raison de leur effet antidilutif.

Note 11 INFORMATION SECTORIELLE

La Société a déterminé qu'elle exerce ses activités dans un seul secteur opérationnel, à savoir les voyages vacances. Ainsi, les comptes de résultat consolidés incluent toutes les informations requises. En ce qui a trait aux secteurs géographiques, la Société exerce ses activités principalement en Amérique et en Europe. Les cessions entre zones géographiques sont comptabilisées à des prix eu égard aux conditions du marché et à d'autres considérations.

	Trimestre clos le 30 avril 2014			Semestre clos le 30 avril 2014		
	Amérique	Europe	Total	Amérique	Europe	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Revenus	940 445	178 175	1 118 620	1 662 652	303 190	1 965 842
Charges opérationnelles	956 124	179 543	1 135 667	1 703 305	313 118	2 016 423
Résultat d'exploitation (perte d'exploitation)	(15 679)	(1 368)	(17 047)	(40 653)	(9 928)	(50 581)

	Trimestre clos le 30 avril 2013			Semestre clos le 30 avril 2013		
	Amérique	Europe	Total	Amérique	Europe	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Revenus	944 411	162 413	1 106 824	1 635 128	277 410	1 912 538
Charges opérationnelles	951 745	165 204	1 116 949	1 658 733	293 866	1 952 599
Résultat d'exploitation (perte d'exploitation)	(7 334)	(2 791)	(10 125)	(23 605)	(16 456)	(40 061)

	Revenus <sup>1)</sup>		Revenus <sup>1)</sup>		Immobilisations corporelles, goodwill et autres immobilisations incorporelles	
	Trimestres clos les 30 avril		Semestres clos les 30 avril		Au 30 avril	Au 31 octobre
	2014	2013	2014	2013	2014	2013
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Canada	921 724	923 536	1 629 929	1 600 894	197 152	187 103
France	169 095	152 684	288 060	261 908	47 620	42 059
Royaume-Uni	7 333	8 370	12 890	13 696	34 619	33 073
Autres	20 468	22 234	34 963	36 040	17 553	14 846
	1 118 620	1 106 824	1 965 842	1 912 538	296 944	277 081

<sup>1)</sup> Les revenus sont attribués selon le pays de domiciliation de la filiale.

## Note 12 GARANTIES

Dans le cours normal de l'activité, la Société a conclu des ententes, dont certaines dispositions répondent à la définition de garantie. Ces ententes prévoient des indemnités et des garanties pour la contrepartie dans des transactions, telles que des contrats de location simple, des lettres de crédit irrévocables et des contrats de cautionnement.

Ces ententes peuvent obliger la Société à indemniser une contrepartie pour les coûts ou pertes attribuables à divers événements, tels que la non-conformité à des déclarations antérieures ou à la garantie, la perte ou l'endommagement de biens, les réclamations pouvant survenir pendant la prestation de services et le passif environnemental.

Les notes 8, 18, 19, 25 et 26 des états financiers de l'exercice terminé le 31 octobre 2013 fournissent des informations au sujet de certaines de ces ententes. Les paragraphes qui suivent présentent des informations supplémentaires.

### CONTRATS DE LOCATION SIMPLE

La plupart des contrats de location d'espaces dans les aéroports et d'autres biens immobiliers signés par les filiales de la Société comportent des clauses générales d'indemnisation les engageant, en tant que preneur, à indemniser le bailleur en cas de passif lié à l'utilisation des biens loués. Ces baux viennent à échéance à diverses dates jusqu'en 2034. La nature de ces ententes varie selon les contrats de telle sorte que la Société ne peut estimer le montant total que ses filiales pourraient être appelées à verser aux bailleurs. Il ne s'est jamais produit qu'une filiale de la Société doive verser un montant appréciable en vertu de ce genre d'entente; par ailleurs, la Société et ses filiales ont souscrit à une assurance-responsabilité pour ce genre de situation.

### CONTRATS DE CAUTIONNEMENT

La Société a signé des contrats de cautionnement avec certains de ses fournisseurs. En vertu de ces contrats de cautionnement, la Société garantit le paiement de certains services rendus qu'elle s'est engagée à payer. Ces contrats sont généralement émis pour un an et sont renouvelables.

La Société a signé des contrats de cautionnement par lesquels elle garantit un montant prescrit à ses clients, à la demande des organismes de réglementation, au sujet de l'exécution des obligations comprises dans les mandats de ses clients pendant la durée des permis accordés à la Société pour ses activités de grossiste et d'agences de voyages dans la province de Québec. Ces ententes sont généralement émises pour un an et sont renouvelables chaque année. Au 30 avril 2014, le montant total de ces garanties s'élevait à 1 152 \$. Il ne s'est jamais produit que la Société doive verser un montant appréciable en vertu de ces ententes. Au 30 avril 2014, aucune somme n'était comptabilisée en vertu des ententes mentionnées ci-dessus.

### FACILITÉ DE CRÉDIT IRRÉVOCABLE NON GAGÉE PAR DES DÉPÔTS

La Société dispose d'une facilité de cautionnement renouvelable annuellement au montant de 35 000 \$. En vertu de cette entente, la Société peut faire émettre des contrats de cautionnement d'une durée maximale de trois ans. Au 30 avril 2014, un montant de 16 898 \$ était utilisé en vertu de cette facilité.

Pour ses opérations en Europe, la Société dispose de facilités de cautionnement renouvelables annuellement au montant de 11 000 € [16 716 \$]. Au 30 avril 2014, des lettres de cautionnement étaient émises pour un total de 2 290 € [3 480 \$].



